

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion présente de l'information importante au sujet de nos activités et de notre performance pour le trimestre clos le 31 mars 2020 ainsi que de l'information prospective au sujet de périodes futures. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le premier trimestre de 2020 et les notes y afférentes, préparés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), avec notre rapport de gestion annuel de 2019, nos états financiers consolidés audités annuels de 2019 et les notes y afférentes, qui ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards ou les « IFRS ») publiées par l'IASB, ainsi qu'avec les autres documents récents, dont notre notice annuelle, déposés auprès des autorités en valeurs mobilières canadiennes et américaines et publiés sur SEDAR, à sedar.com ou sur EDGAR, à sec.gov, respectivement.

Au 1^{er} janvier 2020, nous avons modifié notre mode de présentation de l'information financière et des indicateurs clés de performance du secteur Cable. À compter du présent trimestre, nous présentons donc les produits moyens par compte (« PMPC ») de Cable, ses relations clients et sa pénétration du marché. Nous avons aussi modifié la présentation du nombre d'abonnés : au lieu de présenter, comme auparavant, le nombre d'abonnés aux services de télévision et aux services de téléphonie, nous présentons désormais le nombre d'abonnés aux services d'accès Internet et à Télé Élan^{MC}. Par ailleurs, nous présentons sous un même poste, appelé « produits tirés des services », l'ensemble des produits tirés des services d'accès Internet, de télévision et de téléphonie de Cable au lieu de les présenter séparément. Ces changements reflètent la manière dont nous gérons nos activités par suite de la convergence en cours des technologies employées pour offrir des services d'accès Internet et de télévision; la nouvelle présentation correspond aux principales mesures que nous utilisons pour évaluer la croissance de notre secteur Cable. Il y a lieu de se reporter aux rubriques « Résultats de nos secteurs à présenter - Cable » et « Indicateurs clés de performance » pour en savoir davantage.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur Rogers, notamment sur son offre de produits et services, son marché concurrentiel et les tendances du secteur, sur sa stratégie fondamentale, ses principaux moteurs de la performance et ses objectifs, il y a lieu de se reporter aux rubriques « Comprendre nos activités », « Stratégie, principaux moteurs de la performance et faits saillants stratégiques » et « Capacité à produire des résultats » de notre rapport de gestion annuel de 2019.

Les termes « nous », « notre », « nos », « Rogers », « Rogers Communications » et « la Société » désignent Rogers Communications Inc. et ses filiales. Le terme « RCI » s'entend de l'entité juridique Rogers Communications Inc., à l'exclusion de ses filiales. Rogers détient également des participations dans divers placements et entreprises.

Dans le présent rapport de gestion, tous les montants présentés en dollars sont en dollars canadiens, sauf indication contraire, et ils n'ont pas été audités. Toutes les variations en pourcentage sont calculées en fonction de nombres arrondis, tels qu'ils sont présentés dans les tableaux. Le présent rapport de gestion est daté du 21 avril 2020 et a été approuvé à cette date par le conseil d'administration de RCI (le « conseil »). Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs et des hypothèses. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « À propos des énoncés prospectifs » pour obtenir de plus amples renseignements.

La Société est inscrite à la cote de la Bourse de Toronto (TSX : RCI.A et RCI.B) et de la New York Stock Exchange (NYSE : RCI).

Dans le présent rapport de gestion, les expressions « trimestre », « trimestre considéré », « trimestre à l'étude » et « premier trimestre » désignent la période de trois mois close le 31 mars 2020, à moins que le contexte ne le précise autrement. Sauf indication contraire, tous les commentaires concernant les résultats comparatifs ont trait à la période correspondante de 2019 ou au 31 décembre 2019, selon le cas.

Rogers^{MC} et les marques associées sont des marques de commerce de Rogers Communications Inc. ou d'une société de son groupe, utilisées sous licence. Tous les autres noms de marque, logos et marques sont des marques de commerce et (ou) des œuvres protégées par le droit d'auteur appartenant à leurs titulaires respectifs. © 2020 Rogers Communications.

Secteurs à présenter

Nous présentons nos résultats opérationnels selon trois secteurs à présenter. Le tableau suivant présente ces secteurs ainsi que la nature de leurs activités :

Secteur	Activités principales
Sans-fil	Activités de télécommunications sans fil destinées aux entreprises et aux consommateurs canadiens.
Cable	Activités de télécommunications par câble, y compris les services d'accès Internet, de télévision, de téléphonie et de domotique pour les entreprises et les consommateurs canadiens, et connectivité réseau offerte au moyen de nos actifs liés au réseau de fibre optique et aux centres de données afin de prendre en charge un éventail de services de transmission de la voix et des données, de réseautage, d'hébergement et d'infonuagique pour les marchés des entreprises, des entités du secteur public et des fournisseurs de services de télécommunications de gros.
Media	Portefeuille diversifié de propriétés de médias qui comprend des services de médias sportifs et de divertissement, de télédiffusion, de radiodiffusion, de chaînes spécialisées, de magasinage multiplateforme et de médias numériques.

Les secteurs Sans-fil et Cable sont exploités par notre filiale en propriété exclusive Rogers Communications Canada Inc. (« RCCI ») et certaines de nos autres filiales en propriété exclusive. Le secteur Media est exploité par notre filiale en propriété exclusive Rogers Media Inc. et ses filiales.

Table des matières

2 Contexte d'exploitation et faits saillants stratégiques	25 Gestion des risques financiers
5 Faits saillants financiers trimestriels	28 Engagements et obligations contractuelles
7 Sommaire des résultats financiers consolidés	28 Évolution de la réglementation
8 Résultats de nos secteurs à présenter	28 Mise à jour sur les risques et les incertitudes
14 Revue de la performance consolidée	31 Estimations et méthodes comptables critiques
17 Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières	32 Indicateurs clés de performance
21 Survol de l'état de la situation financière	34 Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires
22 Situation financière	38 Autres renseignements
	40 À propos des énoncés prospectifs

Contexte d'exploitation et faits saillants stratégiques

La pandémie de COVID-19 a des répercussions considérables sur la population canadienne, de même que sur les économies du monde entier. En ces temps de crise, en tant que fournisseur de services essentiels, nous accordons la plus grande importance à faire en sorte que nos clients puissent maintenir des liens avec leurs proches et que nos clients et nos employés soient protégés. Nous avons promptement pris des mesures pour que nos clients restent connectés au monde qui les entoure, notamment en leur offrant des services supplémentaires et en renonçant à certains frais, et pour que nos réseaux restent en bon état de marche en gérant le trafic et en accroissant la capacité. Nous avons aussi pris des mesures pour que nos employés demeurent à l'abri de la maladie, en fermant temporairement la majorité de nos magasins de détail et en permettant à nos employés de travailler de la maison autant que possible. De plus, nous avons annoncé plusieurs initiatives communautaires pour aider les gens dans le besoin à traverser cette période difficile. Alors que les répercussions de la COVID-19 se font ressentir partout dans le monde, nous restons confiants, car nous avons une équipe gagnante, un bilan financier solide et des réseaux de classe mondiale. Grâce à ces atouts, nous pourrons surmonter la pandémie sans nous écarter de notre objectif de croissance à long terme et en faisant bien les choses pour prendre soin de notre clientèle.

Nos six priorités guident nos actions et les décisions que nous prenons lorsque nous poursuivons l'amélioration de nos activités opérationnelles et investissons au moment opportun pour faire croître nos principales activités et procurer une valeur supérieure à nos actionnaires. Certains points importants sont présentés ci-dessous.

Offrir aux clients une expérience exceptionnelle en les faisant toujours passer en premier

- Nous avons offert gratuitement nos services d'itinérance internationale à la carte dans toutes les destinations possibles jusqu'au 30 avril pour aider nos clients qui se trouvaient à l'étranger à rentrer à la maison.
- Nous avons rendu gratuits les appels interurbains nationaux depuis la mi-mars et au moins jusqu'à la fin de juin.
- Nous avons instauré des options de paiement flexibles pour nos clients qui éprouvent de l'incertitude financière en raison de la pandémie de COVID-19; aucune suspension de compte ni aucun débranchement ne seront effectués au moins jusqu'à la fin de juin.
- Nous avons augmenté de six points par rapport au trimestre précédent le nombre de clients qui adoptent nos services numériques, lequel est passé à 84 %, en offrant de nombreuses options en libre-service pendant la crise sanitaire.
- Nous avons lancé un programme d'installation des services Élan par l'utilisateur, qui constitue un moyen sûr et facile pour nos clients d'installer nos services Élan Internet^{MC} et Télé Élan; toutes les installations d'avril ont été réalisées au moyen de ce programme.

Investir dans nos réseaux et nos technologies pour exceller en matière de performance et de fiabilité

- Nous avons mis en service le premier réseau 5G au Canada dans le centre-ville de Vancouver, de Toronto, d'Ottawa et de Montréal en utilisant le spectre de 2,5 GHz et avons mis des services 5G à la disposition des clients des forfaits Infini de Rogers^{MC} possédant les nouveaux appareils de la série Samsung Galaxy S20 5G.
- Nous sommes devenus un des membres fondateurs du forum 5G Future Forum, lequel s'affaire à l'élaboration de normes relatives à la 5G favorisant l'interopérabilité dans les principales régions, comme l'Amérique, l'Asie-Pacifique et l'Europe.
- Nous avons continué d'augmenter la capacité et de gérer le trafic, au besoin, pour faire en sorte que nos clients puissent rester connectés pendant la pandémie de COVID-19, le trafic sur nos réseaux de classe mondiale ayant augmenté de plus de 50 % étant donné que plus de gens se sont mis à travailler à domicile.
- Nous avons augmenté la capacité pour que les citoyens puissent joindre les numéros sans frais (numéros 1-800) du gouvernement en cette période de crise sanitaire et contribué à la mise sur pied de centres de diagnostic temporaires.

Fournir les solutions novatrices et le contenu captivant que nos clients adorent

- Nous proposons gratuitement aux clients du service Télé de Rogers une gamme de chaînes en rotation, depuis la mi-mars et au moins jusqu'à la fin de juin.
- Nous avons temporairement supprimé les limites d'utilisation de données pour les clients abonnés à un forfait de service Internet résidentiel avec plafond afin qu'ils puissent naviguer sur Internet, regarder du contenu en continu et se connecter sans souci, depuis la mi-mars et au moins jusqu'à la fin de juin.
- Nous avons continué de diffuser des bulletins de nouvelles sur nos actifs de médias, considérant que la radiodiffusion et la télédiffusion sont des services essentiels; nous avons aussi créé du contenu et des programmations originaux pour l'auditoire de Sportsnet pour compenser la suspension de la diffusion en direct de manifestations sportives pendant la pandémie de COVID-19.

Générer une croissance rentable dans tous les marchés que nous desservons

- La marge du BAIIA ajusté consolidée a progressé de 190 points de base pour atteindre 39,1 %.
- Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 14 %.
- À la clôture du trimestre, le total de nos liquidités disponibles se chiffrait à 3,8 milliards de dollars.

Développer le potentiel de nos employés et créer une culture de rendement élevé

- Pendant la pandémie de COVID-19, nous avons accéléré la réalisation de cette priorité stratégique afin d'offrir plus de souplesse à nos employés au moyen des programmes de télétravail mis en place dans toute l'entreprise, dont profitent entre autres environ 7 000 spécialistes en solutions clients.
- Nous avons amélioré nos programmes et nos communications à l'intention des employés afin que chacun soit soutenu et informé pendant la crise sanitaire.
- Nous avons amorcé une campagne de planification du perfectionnement à l'échelle du pays et lancé une plateforme d'apprentissage interne améliorée destinée à tous nos employés.

Être un important chef de file sur le plan de la responsabilité sociale dans nos communautés partout au pays

- Nous avons lancé une campagne de sensibilisation, diffusée sur tous nos actifs de médias traditionnels et numériques, afin de récolter des fonds pour l'organisme Banques alimentaires Canada et de lutter contre les

graves pénuries de denrées alimentaires pendant la pandémie; nous avons aussi offert plus d'un million de repas grâce à un don d'entreprise et aux contributions des employés.

- Nous nous sommes associés à Grands Frères Grandes Sœurs du Canada pour faire un don de téléphones intelligents, en collaboration avec Samsung, et offrir six mois de service gratuits afin que des jeunes vulnérables puissent rester en contact avec leur mentor.
- Nous nous sommes associés à Hébergement femmes Canada pour fournir des appareils d'urgence et de l'espace publicitaire sur tous nos actifs de médias traditionnels et numériques afin de faire connaître le site hebergementfemmes.ca auprès des femmes susceptibles d'être victimes de violence pendant la crise sanitaire.
- Nous avons étendu notre programme d'accès Internet abordable « Branché sur le succès » à plus de 250 000 ménages grâce à 340 partenaires offrant des logements communautaires.

Faits saillants financiers trimestriels

Notre solide situation financière nous permet d'accorder la priorité voulue aux mesures qu'il est nécessaire de prendre devant la COVID-19, de consentir des investissements hautement prioritaires dans notre réseau et de garder nos clients connectés en cette période difficile.

Flux de trésorerie substantiels et liquidités disponibles abondantes

Au cours du trimestre à l'étude, nos activités d'exploitation ont continué de dégager des rentrées substantielles : nous avons enregistré des flux de trésorerie de 959 millions de dollars, en baisse de 4 %, et des flux de trésorerie disponibles de 462 millions de dollars, en hausse de 14 %. En outre, au 31 mars 2020, nos liquidités disponibles se chiffraient à 3,8 milliards de dollars, dont 1,9 milliard de dollars en trésorerie et équivalents de trésorerie et une somme globale de 1,9 milliard de dollars de fonds accessibles au moyen de notre facilité de crédit bancaire et notre programme de titrisation des débiteurs. Nos actions étaient considérées comme des titres de premier ordre avec perspective stable.

Nous avons aussi versé en trésorerie des sommes considérables à nos actionnaires grâce au versement de dividendes de 253 millions de dollars pour le trimestre et déclaré un dividende de 0,50 \$ par action le 21 avril.

Produits

Le total des produits a fléchi de 5 % pour le trimestre à l'étude, en grande partie sous l'effet d'une baisse de 17 % des produits tirés du matériel de Sans-fil par suite de la réduction de l'activité des abonnés en période de pandémie, ainsi qu'à cause d'une baisse de 3 % du total des produits tirés des services.

Le total des produits tirés des services a baissé sous l'effet d'une diminution de 2 % des produits tirés des services de Sans-fil et de 12 % de ceux de Media.

La diminution des produits tirés des services de Sans-fil s'explique principalement par la baisse des produits tirés des services d'itinérance, puisque dans l'ensemble les activités d'itinérance ont diminué et que nous avons offert ces services sans frais à notre clientèle pendant la pandémie, ainsi que par le recul des produits tirés de l'utilisation excédentaire des données découlant essentiellement de l'adoption progressive de nos forfaits de données illimitées Infini de Rogers.

Les produits de Media ont diminué de 12 %, ce qui s'explique principalement par la diminution des produits tirés de la publicité et des sports, notamment ceux provenant des Blue Jays de Toronto, à cause de l'effet de la COVID-19 qui a occasionné la suspension des activités sportives des ligues majeures depuis la mi-mars.

Les produits de Cable sont restés stables pour le trimestre, principalement parce que les reculs observés au chapitre du nombre d'abonnés aux anciens services de télévision et de téléphonie ont été compensés par la croissance du nombre d'abonnés à nos services d'accès à Internet et Télé Élan, de même que par la migration de nos clients des services d'accès Internet vers la gamme offrant des vitesses et des capacités supérieures.

BAlIA ajusté et marges

Le BAlIA ajusté consolidé est resté stable pour le trimestre à l'étude, et la marge du BAlIA ajusté a progressé de 190 points de base.

Le BAlIA ajusté de Sans-fil a progressé de 1 %, ce qui a donné une marge de 49,4 %, soit une hausse de 300 points de base par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Ce résultat est attribuable surtout à la baisse du coût net du matériel et a été en partie contrebalancé par les variations des produits tirés des services mentionnées ci-dessus.

Le BAlIA ajusté de Cable a augmenté de 2 % pour le trimestre considéré, grâce à diverses mesures de réduction des coûts et d'amélioration de la productivité. La marge s'est donc établie à 46,6 % pour le trimestre considéré, soit une hausse de 100 points de base par rapport à l'exercice précédent.

Enfin, le BAlIA ajusté de Media a diminué de 1 %, ou 1 million de dollars, pour le trimestre considéré, principalement parce que la baisse des produits tirés de la publicité et des sports mentionnée plus haut a été presque entièrement compensée par la diminution des coûts liés à la programmation et aux sports par suite de la suspension des activités

sportives des ligues majeures; le coût salarial des joueurs des Blue Jays de Toronto a aussi augmenté par suite des échanges de joueurs effectués en 2019.

Bénéfice net et résultat net ajusté

Le bénéfice net et le résultat net ajusté ont diminué pour le trimestre à l'étude, car le maintien du BAIIA ajusté a été contrebalancé par l'augmentation, surtout, des amortissements et des charges financières.

Objectifs financiers

Étant donné l'incertitude entourant la durée de la pandémie de COVID-19 et les répercussions qu'elle pourrait avoir, il nous est impossible à l'heure actuelle d'en prédire l'effet global sur nos résultats opérationnels et financiers, mais cet effet risque d'être significatif. Il n'est pas non plus possible d'estimer de façon fiable l'effet qu'aura la pandémie sur nos résultats financiers d'ici la fin de l'exercice. Nous nous rétractons donc quant aux prévisions financières que nous avions publiées le 22 janvier 2020 jusqu'à ce qu'il redevienne possible d'estimer de façon fiable le total des produits tirés des services, le BAIIA ajusté, les dépenses d'investissement et les flux de trésorerie disponibles de l'exercice. Nous pensons que la COVID-19 aura à court terme un effet négatif sur le total des produits tirés des services et le BAIIA ajusté, mais dégager des flux de trésorerie vigoureux reste notre priorité pour l'exercice. Il y a lieu de se reporter aux rubriques « Mise à jour sur les risques et les incertitudes » et « À propos des énoncés prospectifs » pour obtenir un complément d'information sur la COVID-19, notamment quant à son incidence sur nos activités et aux mesures que nous prenons pour y faire face.

Sommaire des résultats financiers consolidés

(en millions de dollars, sauf les marges et leurs montants par action)	2020	2019	Trimestres clos les 31 mars Variation en %
Produits			
Sans-fil	2 077	2 189	(5)
Cable	973	976	–
Media	412	468	(12)
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(46)	(46)	–
Produits	3 416	3 587	(5)
Total des produits tirés des services ¹	3 049	3 143	(3)
BAIIA ajusté ²			
Sans-fil	1 026	1 015	1
Cable	453	445	2
Media	(85)	(84)	1
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(59)	(41)	44
BAIIA ajusté ²	1 335	1 335	–
Marge du BAIIA ajusté ²	39,1 %	37,2 %	1,9 pt
Bénéfice net	352	391	(10)
Bénéfice de base par action	0,70 \$	0,76 \$	(8)
Bénéfice dilué par action	0,68 \$	0,76 \$	(11)
Résultat net ajusté ²	367	405	(9)
Résultat par action de base ajusté ²	0,73 \$	0,79 \$	(8)
Résultat par action dilué ajusté ²	0,71 \$	0,78 \$	(9)
Dépenses d'investissement	593	617	(4)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	959	998	(4)
Flux de trésorerie disponibles ²	462	405	14

¹ Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

² Le BAIIA ajusté, le résultat net ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures, sur la façon dont nous les calculons et les ratios auxquels elles servent.

Résultats de nos secteurs à présenter

SANS-FIL

Résultats financiers de Sans-fil

(en millions de dollars, sauf les marges)	2020	2019	Trimestres clos les 31 mars Variation en %
Produits			
Produits tirés des services	1 712	1 747	(2)
Produits tirés du matériel	365	442	(17)
Produits	2 077	2 189	(5)
Charges opérationnelles			
Coût du matériel	374	501	(25)
Autres charges opérationnelles	677	673	1
Charges opérationnelles	1 051	1 174	(10)
BAlIA ajusté	1 026	1 015	1
Marge du BAlIA ajusté	49,4 %	46,4 %	3,0 pts
Dépenses d'investissement	281	282	–

Résultats d'abonnements de Sans-fil¹

(en milliers, sauf les taux d'attrition, le MFMPA mixte et les PMPA mixtes)	2020	2019	Trimestres clos les 31 mars Variation
Services postpayés			
Ajouts bruts d'abonnés	257	295	(38)
(Réductions nettes) ajouts nets d'abonnés	(6)	23	(29)
Total des abonnés aux services postpayés ²	9 432	9 180	252
Attrition (mensuelle)	0,93 %	0,99 %	(0,06) pt
Services prépayés			
Ajouts bruts d'abonnés	141	171	(30)
Réductions nettes d'abonnés	(66)	(56)	(10)
Total des abonnés aux services prépayés ²	1 336	1 570	(234)
Attrition (mensuelle)	4,98 %	4,69 %	0,29 pt
MFMPA mixte (mensuel)	65,14 \$	64,62 \$	0,52 \$
PMPA mixtes (mensuels)	52,85 \$	54,13 \$	(1,28) \$

¹ Le nombre d'abonnés, le taux d'attrition, le MFMPA mixte et les PMPA mixtes sont des indicateurs clés de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

² À la clôture de la période.

Produits tirés des services

La baisse de 2 % des produits tirés des services au cours du trimestre considéré est imputable aux facteurs suivants :

- une baisse des produits tirés des frais d'utilisation excédentaire par suite d'un fort taux d'adoption par les clients de nos forfaits de données illimitées Infini de Rogers;
- une baisse des produits tirés des services d'itinérance, puisque dans l'ensemble les activités d'itinérance ont diminué et que nous avons offert ces services sans frais à notre clientèle à compter du 16 mars;
- facteurs en partie contrebalancés par un nombre accru d'abonnés aux services postpayés.

La diminution de 2 % des PMPA mixtes pour le trimestre à l'étude est aussi essentiellement attribuable à une baisse des produits tirés des frais d'utilisation excédentaire et des produits tirés des services d'itinérance. Compte non tenu de l'effet de cette baisse, les PMPA mixtes du trimestre considéré auraient augmenté de 1 %.

L'augmentation de 1 % du MFMPA mixte pour le trimestre à l'étude est attribuable essentiellement à la tendance des abonnés à faire financer leurs achats de nouveaux appareils, qui se poursuit.

Pour les services postpayés, la baisse des ajouts bruts d'abonnés, les réductions nettes d'abonnés et la diminution de l'attrition au cours du trimestre à l'étude sont toutes imputables aux répercussions de la pandémie de COVID-19, qui a entraîné la fermeture des magasins et une diminution généralisée de l'activité des Canadiens sur le marché pendant le premier trimestre, qui est généralement celui où l'activité est le plus élevée.

Produits tirés du matériel

La baisse de 17 % des produits tirés du matériel pour le trimestre considéré découle des éléments suivants :

- la diminution des ajouts bruts d'abonnés et du nombre de rehaussements d'appareils par les abonnés existants, en partie à cause de la pandémie;
- facteur en partie compensé par une migration des ventes d'appareils vers des appareils à valeur plus élevée.

Charges opérationnelles

Coût du matériel sans fil

La baisse de 25 % du coût du matériel pour le trimestre considéré s'explique par les mêmes facteurs que ceux qui ont entraîné la baisse des produits tirés du matériel dont il est question plus haut.

Autres charges opérationnelles

Les autres charges opérationnelles du trimestre à l'étude sont restées conformes à celles du trimestre correspondant de 2019.

BAIIA ajusté

L'augmentation de 1 % du BAIIA ajusté pour le trimestre considéré est le résultat des variations des produits et des charges décrites plus haut.

CABLE

Résultats financiers de Cable

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 31 mars		
	2020	2019	Variation en %
Produits			
Produits tirés des services	971	974	–
Produits tirés du matériel	2	2	–
Produits	973	976	–
Charges opérationnelles	520	531	(2)
BAlIA ajusté	453	445	2
Marge du BAlIA ajusté	46,6 %	45,6 %	1,0 pt
Dépenses d'investissement	251	289	(13)

Résultats d'abonnements de Cable¹

(en milliers, sauf les PMPC et la pénétration)	Trimestres clos les 31 mars		
	2020	2019	Variation
Services d'accès Internet			
Ajouts nets d'abonnés	17	14	3
Nombre total d'abonnés aux services d'accès Internet ²	2 551	2 444	107
Télé Élan			
Ajouts nets d'abonnés	91	47	44
Nombre total d'abonnés à Télé Élan ²	417	89	328
Foyers branchés ²	4 500	4 381	119
Relations clients			
Ajouts nets (réductions nettes) d'abonnés	2	(1)	3
Total des relations clients ²	2 512	2 488	24
PMPC (mensuels)	128,91 \$	130,51 \$	(1,60) \$
Pénétration ²	55,8 %	56,8 %	(1,0) pt

¹ Les résultats relatifs aux abonnés sont un indicateur clé de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

² À la clôture de la période.

Produits

Les produits sont restés stables pour le trimestre à l'étude sous l'effet des facteurs suivants :

- un recul de 1 % des PMPC en raison de la façon dont est structurée la nouvelle tarification des offres groupées, qui proposent les services de téléphonie résidentielle moyennant un faible surcoût, facteur en partie compensé par l'effet des changements apportés en 2019 à la tarification des services d'accès Internet et de télévision;
- une augmentation de la valeur totale des relations clients par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent attribuable à la progression du nombre d'abonnés aux services d'accès Internet et à Télé Élan, en partie contrebalancée par la diminution du nombre d'abonnés aux anciens services de télévision et de téléphonie;
- la migration des clients des services d'accès Internet vers la gamme offrant des vitesses et des capacités supérieures.

Nous sommes restés fidèles à notre plan d'action visant le service résidentiel branché, dont le produit phare est le service Télé Élan. Nous sommes très satisfaits de la performance des douze derniers mois, au cours desquels le nombre d'abonnés a grimpé de plus de 350 %. C'est avec enthousiasme que nous nous dirigeons vers les étapes

suivantes de ce plan d'action, qui consisteront notamment à ajouter des applications et du contenu à Télé Élan et à introduire de nouveaux produits pour aider les clients à rester connectés.

Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles ont diminué de 2 % au cours du trimestre considéré grâce aux diverses mesures de réduction des coûts et d'amélioration de la productivité.

BALIA ajusté

Le BALIA ajusté a augmenté de 2 % au cours du trimestre considéré en raison des variations des produits et des charges susmentionnées.

MEDIA

Résultats financiers de Media

(en millions de dollars, sauf les marges)	2020	Trimestres clos les 31 mars	
		2019	Variation en %
Produits	412	468	(12)
Charges opérationnelles	497	552	(10)
BAlIA ajusté	(85)	(84)	1
Marge du BAlIA ajusté	(20,6) %	(17,9) %	(2,7) pts
Dépenses d'investissement	12	22	(45)

Les résultats de notre secteur Media pour le trimestre ont été très perturbés par la pandémie de COVID-19 et se ressentent de la suspension des activités sportives des ligues majeures depuis le milieu de mars 2020. En outre, ce secteur est sujet à des variations saisonnières, dont certaines se rapportent à la demande normale de l'activité des consommateurs et à son effet sur l'évolution des cycles de la publicité et des ventes au détail connexes, qui tendent à être moins marqués au premier trimestre.

Produits

Les produits ont reculé de 12 % au cours du trimestre considéré en raison des facteurs suivants :

- la baisse des produits provenant des événements sportifs, notamment ceux provenant des Blue Jays de Toronto, imputable surtout à la suspension des activités des ligues majeures à cause de la COVID-19;
- la diminution des produits tirés de la publicité par suite du ralentissement du marché publicitaire occasionné par la pandémie;
- la vente de notre division de l'édition, en avril 2019.

Compte non tenu des répercussions de la COVID-19 et de la vente de notre division de l'édition en avril 2019, les produits du trimestre considéré auraient augmenté de 3 %.

Charges opérationnelles

La baisse de 10 % des charges opérationnelles au cours du trimestre considéré s'explique par les facteurs suivants :

- l'incidence des échanges de joueurs des Blue Jays de Toronto en 2019;
- la diminution des coûts liés aux événements sportifs, notamment les coûts liés à la programmation, les salaires des joueurs des Blue Jays de Toronto et les coûts des jours de match, cette diminution concordant avec la baisse des produits mentionnée ci-dessus;
- le repli des coûts liés à l'édition par suite de la vente de la division.

BAlIA ajusté

Le recul de 1 % du BAlIA ajusté pour le trimestre considéré est le résultat des variations des produits et des charges décrites plus haut.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

(en millions de dollars, sauf l'intensité du capital)	2020	2019	Trimestres clos les 31 mars Variation en %
Sans-fil	281	282	–
Cable	251	289	(13)
Media	12	22	(45)
Siège social	49	24	104
 Dépenses d'investissement ¹	593	617	(4)
 Intensité du capital ²	17,4 %	17,2 %	0,2 pt

¹ Comprènent les entrées d'immobilisations corporelles, déduction faite du produit de la sortie, et ne tiennent pas compte des dépenses liées aux licences de spectre ni des entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation.

² Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

Sans-fil

Les dépenses d'investissement de Sans-fil sont semblables à celles de 2019 et reflètent l'investissement permanent dans nos réseaux. Nous avons continué d'étendre notre réseau LTE grâce à des investissements dans la technologie 4.5G qui est aussi prête pour la 5G, et nous poursuivons les travaux de déploiement de la 5G sur la nouvelle bande de 600 MHz ainsi que d'autres bandes.

Cable

La diminution des dépenses d'investissement de Cable pour le trimestre considéré découle de la baisse des achats de matériel installé chez l'abonné au cours du trimestre et des investissements consacrés à notre réseau et à l'infrastructure de TI; nous poursuivons toujours l'objectif de rentabiliser les investissements et d'améliorer l'intensité du capital. Nous avons poursuivi la mise à niveau de notre infrastructure de réseau au moyen du déploiement additionnel de fibre optique, notamment les réseaux de distribution par fibre optique jusqu'au domicile et par fibre optique jusqu'au point de concentration. Les mises à niveau viendront réduire le nombre de foyers branchés par noeud et intégreront les technologies les plus récentes qui contribueront à procurer plus de bande passante et une expérience client encore plus fiable, à mesure que nous réalisons notre plan d'action visant le service résidentiel branché.

Media

La baisse des dépenses d'investissement du secteur Media au cours du trimestre considéré découle principalement des investissements plus importants consacrés à la rénovation des installations des Blues Jays de Toronto et à notre infrastructure de diffusion au cours de l'exercice précédent.

Siège social

L'augmentation des dépenses d'investissement pour le trimestre à l'étude s'explique essentiellement par les investissements supérieurs consacrés à nos immeubles et par l'accroissement des investissements dans l'infrastructure de TI en général.

Intensité du capital

L'intensité du capital s'est accrue pour le trimestre considéré par suite de la baisse des produits, en partie compensée par la réduction des dépenses d'investissement expliquée ci-dessus.

Revue de la performance consolidée

La présente rubrique analyse notre bénéfice net consolidé ainsi que d'autres produits et charges qui n'ont pas été analysés au préalable.

(en millions de dollars)	2020	Trimestres clos les 31 mars	
		2019	Variation en %
BAlIA ajusté ¹	1 335	1 335	–
Déduire (ajouter) :			
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	639	609	5
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	21	20	5
Charges financières	220	189	16
Autres produits	(14)	(13)	8
Charge d'impôt sur le résultat	117	139	(16)
 Bénéfice net	 352	 391	 (10)

¹ Le BAlIA ajusté est une mesure non conforme aux PCGR qui ne doit pas être considérée comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Cette mesure n'est pas définie en vertu des IFRS et n'a pas de signification normalisée et, par conséquent, sa fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de cette mesure et sur la façon dont nous la calculons.

Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

(en millions de dollars)	2020	Trimestres clos les 31 mars	
		2019	Variation en %
Amortissement des immobilisations corporelles	588	564	4
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation ¹	48	41	17
Amortissement des immobilisations incorporelles	3	4	(25)
 Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, montant total	 639	 609	 5

¹ Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques » pour obtenir de plus amples renseignements.

Le montant total des amortissements a augmenté au cours du trimestre considéré en raison principalement de la hausse des dépenses d'investissement au cours des dernières années. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Dépenses d'investissement » pour en savoir plus à ce sujet.

Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges

Au cours du trimestre à l'étude, nous avons engagé 21 millions de dollars (20 millions de dollars en 2019) en frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges. Ces charges se composaient principalement d'indemnités de départ liées à la restructuration ciblée de nos effectifs.

Charges financières

(en millions de dollars)	2020	2019	Trimestres clos les 31 mars Variation en %
Intérêts sur les emprunts ¹	192	173	11
Intérêts sur les obligations locatives	17	14	21
Intérêts sur les passifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi	3	3	—
Perte (profit) de change	132	(45)	n. s.
Variation de la juste valeur des instruments dérivés	(126)	44	n. s.
Intérêts inscrits à l'actif	(5)	(5)	—
Autres	7	5	40
Total des charges financières	220	189	16

n. s. : non significatif

¹ Les intérêts sur les emprunts comprennent les intérêts sur les emprunts à court terme et la dette à long terme.

L'augmentation de 16 % des charges financières du trimestre à l'étude s'explique principalement par la hausse des intérêts sur les emprunts causée par les facteurs suivants :

- l'accroissement de l'encours de la dette par suite des émissions de titres d'emprunt effectuées au cours de l'exercice précédent;
- facteur partiellement compensé par la baisse du coût moyen pondéré des emprunts figurant dans l'encours de la dette.

Charge d'impôt sur le résultat

(en millions de dollars, sauf les taux d'impôt)	2020	2019	Trimestres clos les 31 mars
Taux d'impôt prévu par la loi	26,6 %	26,7 %	
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	469	530	
Charge d'impôt sur le résultat calculée	125	142	
(Diminution) augmentation de la charge d'impôt découlant de ce qui suit :			
Rémunération fondée sur des actions non (imposable) déductible	(2)	1	
Partie non imposable des profits au titre des placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence	(1)	(1)	
Autres éléments	(5)	(3)	
Total de la charge d'impôt sur le résultat	117	139	
Taux d'impôt effectif	24,9 %	26,2 %	
Impôt sur le résultat en trésorerie payé	93	145	

Si le taux d'impôt effectif pour le trimestre à l'étude était inférieur au taux d'impôt prévu par la loi, c'est essentiellement en raison des divers éléments non imposables.

L'impôt sur le résultat en trésorerie payé au cours du trimestre à l'étude a diminué en raison du calendrier des versements d'acomptes provisionnels.

Bénéfice net

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2020	Trimestres clos les 31 mars	
		2019	Variation en %
Bénéfice net	352	391	(10)
Bénéfice de base par action	0,70 \$	0,76 \$	(8)
Bénéfice dilué par action	0,68 \$	0,76 \$	(11)

Résultat net ajusté

La façon dont nous calculons le résultat net ajusté à partir du BAIIA ajusté se présente comme suit :

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2020	Trimestres clos les 31 mars	
		2019	Variation en %
BAIIA ajusté ¹	1 335	1 335	–
Déduire :			
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	639	609	5
Charges financières	220	189	16
Autres produits	(14)	(13)	8
Charge d'impôt sur le résultat ²	123	145	(15)
Résultat net ajusté ¹	367	405	(9)
Résultat par action de base ajusté ¹	0,73 \$	0,79 \$	(8)
Résultat par action dilué ajusté ¹	0,71 \$	0,78 \$	(9)

¹ Le BAIIA ajusté et le résultat net ajusté sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de recharge aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures, de la façon dont nous les calculons et des ratios auxquels elles servent.

² La charge d'impôt sur le résultat ne tient pas compte de recouvrements de 6 millions de dollars (6 millions de dollars en 2019) pour le trimestre clos le 31 mars 2020 liés à l'incidence fiscale des éléments ajustés.

Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières

Activités opérationnelles, activités d'investissement et activités de financement

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2020	2019
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés	1 438	1 376
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel	(186)	(13)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés	1 252	1 363
Impôt sur le résultat payé	(93)	(145)
Intérêts payés	(200)	(220)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	959	998
Activités d'investissement		
Dépenses d'investissement	(593)	(617)
Entrées de droits de diffusion	(15)	(7)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux dépenses d'investissement et aux immobilisations incorporelles	(129)	(107)
Autres	(19)	(3)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(756)	(734)
Activités de financement		
(Remboursements) produit reçu sur les emprunts à court terme, montant net	(1 417)	430
Émissions de (remboursements sur les) titres d'emprunt à long terme, montant net	2 885	(400)
Produit reçu (paiements versés) au règlement de dérivés liés à la dette et de contrats à terme, montant net	90	(11)
Remboursements de principal des obligations locatives	(50)	(41)
Coûts de transaction engagés	(16)	–
Rachat d'actions de catégorie B sans droit de vote	–	(136)
Dividendes payés	(253)	(247)
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités de financement	1 239	(405)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 442	(141)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	494	405
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	1 936	264

Activités opérationnelles

La diminution de 4 % des entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles pour le trimestre considéré est imputable aux investissements plus élevés dans les éléments hors trésorerie du fonds de roulement, en partie contrebalancés par la baisse de l'impôt sur le résultat payé et des intérêts payés.

Activités d'investissement

Dépenses d'investissement

Au cours du trimestre, nous avons engagé des dépenses d'investissement de 593 millions de dollars, avant la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Dépenses d'investissement » pour en savoir plus à ce sujet.

Activités de financement

Pendant le trimestre, nous avons reçu des sommes nettes de 1 542 millions de dollars (19 millions de dollars en 2019) sur nos emprunts à court terme, notre dette à long terme et les dérivés s'y rattachant, déduction faite des coûts de transaction payés. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir de plus amples renseignements sur les flux de trésorerie se rapportant à nos instruments dérivés.

Emprunts à court terme

Nos emprunts à court terme comprennent les montants à payer aux termes de notre programme de titrisation des débiteurs et de notre programme de papier commercial libellé en dollars américains. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos emprunts à court terme au 31 mars 2020 et au 31 décembre 2019.

	Au 31 mars	Au 31 décembre
(en millions de dollars)	2020	2019
Programme de titrisation des débiteurs	650	650
Programme de papier commercial libellé en dollars américains	316	1 588
Total des emprunts à court terme	966	2 238

Le tableau ci-dessous présente un sommaire de l'évolution de nos emprunts à court terme pour les trimestres clos les 31 mars 2020 et 2019.

	Trimestre clos le 31 mars 2020			Trimestre clos le 31 mars 2019		
	Montant notionnel (en millions de dollars, sauf les cours de change)	Taux de change (\$ US)	Montant notionnel (\$ CA)	Montant notionnel (\$ US)	Taux de change (\$ CA)	Montant notionnel (\$ CA)
Produit reçu du programme de papier commercial libellé en dollars américains	2 678	1,328	3 556	3 858	1,330	5 132
Remboursements sur le papier commercial libellé en dollars américains	(3 685)	1,350	(4 973)	(3 545)	1,326	(4 702)
(Remboursements sur le) produit reçu du programme de papier commercial libellé en dollars américains, montant net			(1 417)			430
(Remboursements) produit reçu sur les emprunts à court terme, montant net			(1 417)			430

Parallèlement aux émissions de papier commercial libellé en dollars américains, nous avons conclu des dérivés liés à la dette afin de couvrir le risque de change associé au principal et aux intérêts sur les instruments d'emprunt émis. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir un complément d'information.

Dette à long terme

Notre dette à long terme correspond aux montants à payer aux termes de nos facilités de crédit bancaire et de nos facilités de lettres de crédit ainsi qu'aux débentures et billets de premier rang que nous avons émis. Le tableau ci-après présente un sommaire de l'évolution de notre dette à long terme pour les trimestres clos les 31 mars 2020 et 2019.

	Trimestre clos le 31 mars 2020			Trimestre clos le 31 mars 2019		
	Montant notionnel (en millions de dollars, sauf les cours de change)	Taux de change (\$ US)	Montant notionnel (\$ CA)	Montant notionnel (\$ US)	Taux de change (\$ CA)	Montant notionnel (\$ CA)
Prélèvements sur les facilités de crédit (\$ US)	970	1,428	1 385	–	–	–
Prélèvements sur les facilités de crédit, montant net			1 385			–
Émissions de billets de premier rang (\$ CA)			1 500			–
Remboursements sur les billets de premier rang (\$ CA)			–			(400)
Émissions de (remboursements sur les) billets de premier rang, montant net			1 500			(400)
Émissions de (remboursements sur les) titres d'emprunt à long terme, montant net			2 885			(400)
(en millions de dollars)				Trimestres clos les 31 mars		
				2020	2019	
Dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction, à l'ouverture de la période				15 967	14 290	
Émissions de (remboursements sur les) titres d'emprunt à long terme, montant net				2 885	(400)	
Perte (profit) de change				986	(169)	
Coûts de transaction différés engagés				(16)	–	
Amortissement des coûts de transaction différés				3	3	
Dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction, à la clôture de la période				19 825	13 724	

Émissions de billets de premier rang et dérivés liés à la dette s'y rapportant

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2020, nous avons émis pour 1,5 milliard de dollars de billets de premier rang arrivant à échéance en 2027 et assortis d'un taux d'intérêt nominal de 3,65 %. Nous n'avons pas émis d'autres billets de premier rang ni conclu de dérivés liés à la dette s'y rapportant au cours des trimestres clos les 31 mars 2020 et 2019.

Remboursements sur les billets de premier rang et règlement des dérivés connexes

Nous n'avons remboursé aucun billet de premier rang ni réglé de dérivés connexes au cours du trimestre considéré. En mars 2019, nous avions remboursé la totalité du principal sur nos billets de premier rang de 400 millions de dollars assortis d'un taux de 2,8 %, qui étaient arrivés à échéance le 13 mars 2019. Aucun dérivé n'était associé à ces billets de premier rang.

Rachat d'actions de catégorie B sans droit de vote

Nous n'avons pas racheté d'actions ordinaires de catégorie B sans droit de vote de RCI (les « actions de catégorie B sans droit de vote ») au cours du trimestre à l'étude. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2019, conformément à notre offre de rachat dans le cours normal des activités, nous avions racheté, aux fins d'annulation, 2 164 113 actions de catégorie B sans droit de vote, pour un prix de 155 millions de dollars, dont une tranche de 19 millions de dollars avait été versée au début d'avril 2019.

Dividendes

Le tableau ci-dessous présente un résumé des dividendes que nous avons déclarés et payés en 2020 et en 2019 sur nos actions ordinaires de catégorie A avec droit de vote de RCI (les « actions de catégorie A ») et nos actions de catégorie B sans droit de vote en circulation. Le 21 avril 2020, le conseil d'administration a déclaré un dividende de 0,50 \$ par action de catégorie A et action de catégorie B sans droit de vote, payable le 2 juillet 2020 aux actionnaires inscrits le 10 juin 2020.

Date de déclaration	Date de clôture des registres	Date de versement	Dividende par action (en \$)	Dividendes payés (en millions de dollars)
22 janvier 2020	10 mars 2020	1 ^{er} avril 2020	0,50	252
24 janvier 2019	12 mars 2019	1 ^{er} avril 2019	0,50	257
18 avril 2019	10 juin 2019	2 juillet 2019	0,50	256
5 juin 2019	9 septembre 2019	1 ^{er} octobre 2019	0,50	256
23 octobre 2019	11 décembre 2019	2 janvier 2020	0,50	253

Flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars		
	2020	2019	Variation en %
BAlIA ajusté ¹	1 335	1 335	–
Déduire :			
Dépenses d'investissement ²	593	617	(4)
Intérêts sur les emprunts, déduction faite des intérêts inscrits à l'actif	187	168	11
Impôt sur le résultat en trésorerie ³	93	145	(36)
Flux de trésorerie disponibles ¹	462	405	14

¹ Le BAlIA ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures, de la façon dont nous les calculons et des ratios auxquels elles servent.

² Comprendent les entrées d'immobilisations corporelles, déduction faite du produit de la sortie, et ne tiennent pas compte des dépenses liées aux licences d'utilisation de spectre ni des entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation.

³ L'impôt sur le résultat en trésorerie est présenté après déduction des remboursements d'impôt reçus.

L'augmentation des flux de trésorerie disponibles pour le trimestre considéré provient essentiellement d'une diminution de l'impôt sur le résultat en trésorerie et des dépenses d'investissement, en partie contrebalancée par des intérêts plus élevés sur les emprunts.

Survol de l'état de la situation financière

États consolidés de la situation financière

(en millions de dollars)	Au 31 mars 2020	Au 31 décembre 2019	Variation (en \$)	Variation (en %)	Explication des principales variations
Actifs					
Actifs courants					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 936	494	1 442	n. s.	Se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières ».
Débiteurs	1 984	2 304	(320)	(14)	Reflète principalement le caractère saisonnier des activités et le recouvrement de débiteurs après la période de pointe des Fêtes au quatrième trimestre.
Stocks	423	460	(37)	(8)	Tient compte d'une réduction des stocks d'appareils sans fil.
Partie courante des actifs sur contrat	1 094	1 234	(140)	(11)	Rend compte de la migration de certaines offres vers des ententes de financement d'appareils.
Autres actifs courants	714	524	190	36	Reflète principalement un accroissement des créances liées au financement.
Partie courante des instruments dérivés	192	101	91	90	Tient compte surtout des variations de la valeur de marché de nos dérivés liés aux dépenses par suite de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. Se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers ».
Total des actifs courants	6 343	5 117	1 226	24	
Immobilisations corporelles	14 049	13 934	115	1	Tient compte surtout des dépenses d'investissement et des entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation, en partie contrebalancées par la charge d'amortissement.
Immobilisations incorporelles	8 896	8 905	(9)	–	n. s.
Placements	2 554	2 830	(276)	(10)	Tient compte essentiellement de la diminution de la juste valeur de certains placements dans des sociétés ouvertes.
Instruments dérivés	3 490	1 478	2 012	136	Tient compte surtout des variations de la valeur de marché de certains dérivés liés à la dette par suite de fluctuations des taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis et de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. Se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers ».
Actifs sur contrat	418	557	(139)	(25)	Rend compte de la migration de certaines offres vers des ententes de financement d'appareils.
Autres actifs à long terme	403	275	128	47	Reflète un accroissement des créances liées au financement.
Goodwill	3 923	3 923	–	–	n. s.
Total des actifs	40 076	37 019	3 057	8	
Passifs et capitaux propres					
Passifs courants					
Emprunts à court terme	966	2 238	(1 272)	(57)	Tient compte d'une diminution des emprunts effectués aux termes de notre programme de papier commercial libellé en dollars américains.
Créditeurs et charges à payer	2 433	3 033	(600)	(20)	Reflète le caractère saisonnier des activités et la baisse de l'activité liée aux appareils du secteur Sans-fil.
Impôt sur le résultat à payer	232	48	184	n. s.	Rend compte de l'excédent de la charge d'impôt sur le résultat exigible par rapport aux acomptes provisionnels versés.
Autres passifs courants	126	141	(15)	(11)	n. s.
Passifs sur contrat	279	224	55	25	Tient compte surtout d'une augmentation des passifs sur contrat liés aux ententes de financement d'appareils.
Partie courante de la dette à long terme	1 450	–	1 450	–	Tient compte du reclassement dans les éléments courants de nos billets de premier rang de 1 450 millions de dollars arrivant à échéance en mars 2021.
Partie courante des obligations locatives	253	230	23	10	n. s.
Partie courante des instruments dérivés	9	50	(41)	(82)	Rend compte principalement du règlement de certains dérivés liés à la dette se rapportant aux montants prélevés sur notre programme de papier commercial libellé en dollars américains. Se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers ».
Total des passifs courants	5 748	5 964	(216)	(4)	
Provisions	37	36	1	3	n. s.
Dette à long terme	18 375	15 967	2 408	15	Tient compte de l'émission de billets de premier rang pour 1,5 milliard de dollars arrivant à échéance en mars 2027 et de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain, en partie annulés par le reclassement dans les éléments courants de nos billets de premier rang de 1 450 millions de dollars arrivant à échéance en mars 2021. Se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières ».
Instruments dérivés	1	90	(89)	(99)	Reflète principalement les variations de la valeur marchande de certains dérivés liés à la dette par suite des fluctuations des taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis et de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. Se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers ».
Obligations locatives	1 557	1 495	62	4	Tient compte des obligations liées aux nouveaux contrats de location conclus.
Autres passifs à long terme	623	614	9	1	n. s.
Passifs d'impôt différé	3 536	3 437	99	3	Rend principalement compte de l'augmentation des différences temporaires entre la valeur comptable et la valeur fiscale de certains actifs.
Total des passifs	29 877	27 603	2 274	8	
Capitaux propres	10 199	9 416	783	8	Tient compte des variations des résultats non distribués et des réserves liées aux capitaux propres.
Total des passifs et des capitaux propres	40 076	37 019	3 057	8	

Situation financière

Les tableaux ci-après et les paragraphes qui les accompagnent résument l'ensemble des liquidités disponibles aux termes de notre trésorerie et de ses équivalents, de nos facilités de crédit bancaire, de nos facilités de lettres de crédit et de nos emprunts à court terme au 31 mars 2020 et au 31 décembre 2019.

Au 31 mars 2020 (en millions de dollars)	Montant total disponible	Montant prélevé	Lettres de crédit	Programme de papier commercial en dollars américains ¹	Montant net disponible
Facilités de crédit bancaire					
Renouvelable	3 200	1 376	8	317	1 499
Lettres de crédit en cours	101	—	101	—	—
Total des facilités de crédit bancaire	3 301	1 376	109	317	1 499
Titrisation de débiteurs	1 050	650	—	—	400
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 936	—	—	—	1 936
Total	6 287	2 026	109	317	3 835

¹ Les montants se rapportant au programme de papier commercial en dollars américains correspondent aux montants bruts avant l'escompte à l'émission.

Au 31 décembre 2019 (en millions de dollars)	Montant total disponible	Montant prélevé	Lettres de crédit	Programme de papier commercial en dollars américains ¹	Montant net disponible
Facilités de crédit bancaire					
Renouvelable	3 200	—	8	1 593	1 599
Lettres de crédit en cours	101	—	101	—	—
Total des facilités de crédit bancaire	3 301	—	109	1 593	1 599
Titrisation de débiteurs	1 050	650	—	—	400
Trésorerie et équivalents de trésorerie	494	—	—	—	494
Total	4 845	650	109	1 593	2 493

¹ Les montants se rapportant au programme de papier commercial en dollars américains correspondent aux montants bruts avant l'escompte à l'émission.

En plus des sources de liquidités disponibles mentionnées ci-dessus, nous détenions 1 539 millions de dollars de titres négociables de sociétés cotées en bourse au 31 mars 2020 (1 831 millions de dollars au 31 décembre 2019).

Coût moyen pondéré des emprunts

Le coût moyen pondéré de nos emprunts se chiffrait à 4,23 % au 31 mars 2020 (4,30 % au 31 décembre 2019) et le terme moyen pondéré à l'échéance était de 13,4 années (14,1 années au 31 décembre 2019).

Notations de crédit

Le tableau suivant présente les notations de crédit des débentures et billets de premier rang en circulation de RCI (long terme) et du papier commercial libellé en dollars américains (court terme) au 31 mars 2020.

Émission	Standard & Poor's	Moody's	Fitch
Cote de risque financier d'entreprise ¹	BBB+ avec perspective stable	Baa1 avec perspective stable	BBB+ avec perspective stable
Dette de premier rang non garantie ¹	BBB+ avec perspective stable	Baa1 avec perspective stable	BBB+ avec perspective stable
Papier commercial libellé en dollars américains ¹	A-2	P-2	s. o. ²

¹ Notation inchangée pour le trimestre.

² Nous n'avons pas demandé à Fitch de noter nos obligations à court terme.

Dette nette ajustée et ratio d'endettement

Nous utilisons la dette nette ajustée et le ratio d'endettement pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions liées à la structure du capital. La dette nette ajustée comprend la dette à long terme, les actifs ou passifs nets au titre des dérivés liés à la dette, les emprunts à court terme, les obligations locatives et la trésorerie et les équivalents de trésorerie ou les avances bancaires.

	Au 31 mars	Au 31 décembre
(en millions de dollars, sauf les ratios)	2020	2019
Dette à long terme ¹	20 001	16 130
Actifs nets au titre des dérivés liés à la dette évalués sans ajustement lié au risque de crédit ²	(3 951)	(1 414)
Emprunts à court terme	966	2 238
Obligations locatives	1 810	1 725
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(1 936)	(494)
 Dette nette ajustée ³	16 890	18 185
Divisée par : BAIIA ajusté des 12 derniers mois ³	6 212	6 212
 Ratio d'endettement ³	2,7	2,9

¹ Compte tenu de la partie courante et de la partie à long terme de la dette à long terme, compte non tenu des coûts de transaction et escomptes différés. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Rapprochement de la dette nette ajustée et du ratio d'endettement » de la section « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires » pour connaître le mode de calcul de ce montant.

² Nous estimons qu'il est souvent d'usage d'inclure dans le calcul de la dette nette ajustée et du ratio d'endettement les dérivés liés à la dette évalués sans ajustement lié au risque de crédit pour évaluer le niveau d'endettement de même qu'aux fins de l'évaluation à la valeur de marché et de l'exécution de transactions.

³ La dette nette ajustée et le BAIIA ajusté sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures, de la façon dont nous les calculons et des ratios auxquels elles servent.

En raison de l'évolution du contexte des taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis au cours du trimestre considéré et des importantes fluctuations du taux de change vers la fin de mars, l'évaluation à la valeur de marché de notre actif net au titre des dérivés liés à la dette a augmenté, au cours du trimestre, d'environ 1,5 milliard de dollars de plus que la réévaluation au titre du change de la valeur comptable de notre dette à long terme. Exclusion faite de l'incidence de ce changement sur nos dérivés liés à la dette, notre dette nette ajustée aurait été plus élevée d'environ 1,5 milliard de dollars et notre ratio d'endettement se serait établi à 3,0.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

En avril 2020, la Bourse de Toronto a accepté un avis indiquant notre intention d'entreprendre une offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui nous donne la possibilité de racheter, entre le 24 avril 2020 et le 23 avril 2021, le moindre de 34,9 millions d'actions de catégorie B sans droit de vote et du nombre d'actions de catégorie B sans droit de vote qui peuvent être achetées pour un prix d'achat global de 500 millions de dollars (l'offre publique de rachat de 2020). Les porteurs de titres de Rogers peuvent obtenir un exemplaire de cet avis, sans frais, en communiquant avec nous.

En avril 2019, nous avions entrepris une offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui nous donnait la possibilité de racheter, entre le 24 avril 2019 et le 23 avril 2020, le moindre de 35,7 millions d'actions de catégorie B sans droit de vote et du nombre d'actions de catégorie B sans droit de vote pouvant être achetées pour un prix d'achat global de 500 millions de dollars (l'« offre publique de rachat de 2019 »).

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2020, nous n'avons racheté aucune action de catégorie B sans droit de vote. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2019, nous avions procédé au rachat, aux fins d'annulation, de 2 164 113 actions de catégorie B sans droit de vote, d'une valeur de 155 millions de dollars, dont une tranche de 19 millions de dollars avait été versée au début d'avril 2019.

Actions ordinaires en circulation

	Au 31 mars 2020	Au 31 décembre 2019
Actions ordinaires en circulation ¹		
Actions de catégorie A avec droit de vote	111 154 811	111 154 811
Actions de catégorie B sans droit de vote	393 770 507	393 770 507
Total des actions ordinaires	504 925 318	504 925 318
Options d'achat d'actions de catégorie B sans droit de vote		
Options en circulation	4 726 634	3 154 795
Options en circulation exercéables	1 426 207	993 645

¹ Les porteurs de nos actions de catégorie B sans droit de vote ont le droit d'être convoqués à toute assemblée des actionnaires et d'y assister; toutefois, sauf dans la mesure prévue par la législation ou les règlements de marchés boursiers, ils n'ont pas de droit de vote lors d'une telle assemblée. Si une offre est déposée en vue d'acheter les actions de catégorie A en circulation, aucune exigence en vertu de la législation applicable ou de nos actes constitutifs ne stipule qu'une offre doit être faite à l'égard des actions de catégorie B sans droit de vote en circulation et il n'y a aucune clause de protection à l'intention des actionnaires aux termes de nos actes constitutifs. Si une offre est déposée en vue d'acheter des actions des deux catégories d'actions, les modalités de l'offre peuvent être différentes pour les actions de catégorie A de celles pour les actions de catégorie B sans droit de vote.

Gestion des risques financiers

La présente section doit être lue en parallèle avec la rubrique « Gestion des risques financiers » de notre rapport de gestion annuel de 2019. Nous avons recours à des instruments dérivés pour gérer les risques financiers liés à nos activités commerciales. Nous avons recours à des instruments dérivés aux seules fins de la gestion des risques, et non pas à des fins de spéculation. Nous gérons également notre exposition aux taux d'intérêt fixes et variables et, au 31 mars 2020, nous avions fixé un taux d'intérêt sur 87,7 % de l'encours de notre dette, y compris les emprunts à court terme (87,2 % au 31 décembre 2019).

Dérivés liés à la dette

Nous avons recours à des swaps de devises et de taux d'intérêt (« dérivés liés à la dette ») pour gérer les risques liés à la fluctuation des cours de change relativement à nos débentures et billets de premier rang libellés en dollars américains, à nos obligations locatives, aux montants prélevés sur nos facilités de crédit libellées en dollars américains et à nos emprunts sur papier commercial libellé en dollars américains. Nous désignons les dérivés liés à la dette afférents à nos débentures, billets de premier rang et obligations locatives comme des couvertures à des fins comptables afin de couvrir le risque de change relatif à des instruments d'emprunt spécifiques. Les dérivés liés à la dette se rapportant aux montants prélevés sur nos facilités de crédit et à nos emprunts sur papier commercial libellé en dollars américains n'ont pas été désignés comme couvertures à des fins comptables.

Facilités de crédit et programme de papier commercial libellé en dollars américains

Le tableau ci-après présente un résumé des dérivés liés à la dette que nous avons réglés relativement à nos facilités de crédit et à notre programme de papier commercial libellé en dollars américains au cours des trimestres clos les 31 mars 2020 et 2019.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 31 mars 2020			Trimestre clos le 31 mars 2019		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
<i>Facilités de crédit</i>						
Dérivés liés à la dette conclus	970	1,428	1 385	–	–	–
<i>Programme de papier commercial libellé en dollars américains</i>						
Dérivés liés à la dette conclus	2 678	1,328	3 556	3 858	1,330	5 132
Dérivés liés à la dette réglés	3 678	1,325	4 873	3 536	1,329	4 701
Montant net en trésorerie reçu (payé)			90			(11)

Au 31 mars 2020, nos dérivés liés à la dette en cours se rapportant aux prélèvements effectués sur nos facilités de crédit et à notre papier commercial libellé en dollars américains s'élevaient à des montants notionnels de 970 millions de dollars américains et de 223 millions de dollars américains, respectivement (néant et 1 226 millions de dollars américains, respectivement, au 31 décembre 2019).

Billets de premier rang

Nous n'avons conclu ni réglé aucun dérivé lié à la dette se rapportant à nos billets de premier rang au cours des trimestres clos les 31 mars 2020 et 2019.

Obligations locatives

Le tableau ci-après présente un résumé des dérivés liés à la dette que nous avons conclus et réglés relativement à nos obligations locatives en vigueur au cours des trimestres clos les 31 mars 2020 et 2019.

	Trimestre clos le 31 mars 2020			Trimestre clos le 31 mars 2019		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Dérivés liés à la dette conclus	41	1,440	59	—	—	—
Dérivés liés à la dette réglés	6	1,318	8	—	—	—

Au 31 mars 2020, nos dérivés liés à la dette en cours se rapportant à nos obligations locatives en vigueur s'élevaient à un montant notionnel de 105 millions de dollars américains (70 millions de dollars américains au 31 décembre 2019) et venaient à échéance d'avril 2020 à mars 2023 (de janvier 2020 à décembre 2022 au 31 décembre 2019), et le cours de change moyen s'établissait à 1,368 \$ CA/1 \$ US (1,318 \$ CA/1 \$ US au 31 décembre 2019).

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés à la dette.

Dérivés liés aux dépenses

Nous avons recours à des contrats de change à terme (les « dérivés liés aux dépenses ») afin de gérer le risque de change inhérent à nos activités en désignant ces dérivés comme couvertures à des fins comptables à l'égard de certaines dépenses opérationnelles et dépenses d'investissement attendues.

Le tableau ci-dessous présente les dérivés liés aux dépenses que nous avons conclus ou réglés au cours des trimestres clos les 31 mars 2020 et 2019.

	Trimestre clos le 31 mars 2020			Trimestre clos le 31 mars 2019		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Dérivés liés aux dépenses conclus	342	1,339	458	240	1,304	313
Dérivés liés aux dépenses réglés	225	1,298	292	210	1,243	261

Au 31 mars 2020, nos dérivés liés aux dépenses en cours s'élevaient à un montant notionnel de 1 107 millions de dollars américains (990 millions de dollars américains au 31 décembre 2019) et venaient à échéance d'avril 2020 à décembre 2021 (de janvier 2020 à décembre 2021 au 31 décembre 2019), et le cours de change moyen s'établissait à 1,312 \$ CA/1 \$ US (1,300 \$ CA/1 \$ US au 31 décembre 2019).

Se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés aux dépenses.

Dérivés liés aux capitaux propres

Nous avons recours à des swaps sur rendement total (les « dérivés liés aux capitaux propres ») pour couvrir le risque d'appréciation du cours des actions de catégorie B sans droit de vote attribuées dans le cadre de nos programmes de rémunération fondée sur des actions. Les dérivés liés aux capitaux propres n'ont pas été désignés comme couvertures à des fins comptables.

Au 31 mars 2020, nous avions des dérivés liés aux capitaux propres en cours à l'égard de 4,6 millions d'actions de catégorie B sans droit de vote (4,3 millions au 31 décembre 2019) assorties d'un cours moyen pondéré de 51,82 \$ (51,76 \$ au 31 décembre 2019).

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2020, nous avons conclu 0,3 million de dérivés liés aux capitaux propres (néant en 2019), à un prix moyen pondéré de 56,08 \$ (néant en 2019).

Dans une transaction distincte effectuée au cours du trimestre à l'étude, au moment du renouvellement de nos dérivés liés aux capitaux propres, nous avons réglé 0,5 million de dérivés liés aux capitaux propres à un prix moyen pondéré de 54,16 \$, moyennant des paiements nets de 1 million de dollars. Au même moment, nous avons conclu 0,5 million de dérivés liés aux capitaux propres à un prix moyen pondéré de 54,16 \$, selon des modalités essentiellement identiques, avec des dates d'échéance révisées et maintenant fixées en avril 2021 (auparavant en avril 2020).

Par ailleurs, nous avons également signé des accords de prorogation pour le reste de nos contrats de dérivés liés aux capitaux propres selon des modalités essentiellement identiques, avec des dates d'échéance révisées et maintenant fixées en juillet 2020 et en avril 2021 (auparavant en avril 2020).

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2019, nous avions réglé 0,3 million de dérivés liés aux capitaux propres, à un prix moyen pondéré de 72,04 \$, pour un produit net de 7 millions de dollars.

Se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés aux capitaux propres.

Évaluation à la valeur de marché

Nous comptabilisons nos dérivés selon leur évaluation à la valeur de marché estimée, ajustée en fonction de la qualité du crédit et calculée conformément aux IFRS.

	Au 31 mars 2020			
(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Juste valeur (en \$ CA)
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	8 363	1,1941	9 986	3 532
En passifs	41	1,4400	59	(1)
Dérivés liés à la dette à court terme non comptabilisés comme des couvertures				
En actifs	223	1,3505	301	15
En passifs	970	1,4278	1 385	(9)
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés à la dette représentant un actif				3 537
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	1 107	1,3120	1 452	103
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures				
En actifs	–	–	238	32
Position nette évaluée à la valeur de marché représentant un actif				3 672

				Au 31 décembre 2019
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Juste valeur (en \$ CA)
(en millions de dollars, sauf les cours de change)				
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	5 800	1,1357	6 587	1 508
En passifs	2 570	1,3263	3 409	(96)
Dérivés liés à la dette à court terme non comptabilisés comme des couvertures				
En passifs	1 223	1,3227	1 618	(29)
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés à la dette représentant un actif				1 383
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	270	1,2391	335	16
En passifs	720	1,3228	952	(15)
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés à la dette représentant un actif				1
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures				
En actifs	–	–	223	55
Position nette évaluée à la valeur de marché représentant un actif				1 439

Engagements et obligations contractuelles

Il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2019 pour obtenir un résumé de nos obligations aux termes d'accords contractuels fermes, notamment les engagements de paiements futurs découlant d'emprunts à long terme et de contrats de location, lesquels sont également analysés aux notes 17, 21 et 28 afférentes à nos états financiers consolidés audités annuels pour 2019.

Sauf indication contraire dans le présent rapport de gestion, aucune modification significative n'a été apportée à nos principales obligations contractuelles, telles qu'elles sont présentées dans notre rapport de gestion annuel de 2019, depuis le 31 décembre 2019.

Évolution de la réglementation

La réglementation d'importance qui influait sur nos activités en date du 5 mars 2020 est présentée dans notre rapport de gestion annuel de 2019. Il n'y a pas eu de modification importante concernant la réglementation depuis cette date.

Mise à jour sur les risques et les incertitudes

Il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2019 pour une analyse des principaux risques et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence défavorable significative sur nos activités et nos résultats financiers au 5 mars 2020, lesquels doivent être étudiés à la lumière du présent rapport de gestion. Les facteurs susceptibles de contribuer à ces risques et incertitudes sont exposés ci-après.

Pandémie de COVID-19

L'Organisation mondiale de la santé a annoncé le 11 mars 2020 qu'elle considérait l'épidémie de COVID-19 comme une pandémie, et nous en suivons de près la progression. Tandis que la pandémie continue d'avoir une incidence considérable sur le bien-être des personnes et sur les économies canadienne et mondiale, nous avons déclenché nos plans de poursuite des activités et mis en œuvre un plan d'intervention adapté afin de continuer d'offrir nos services essentiels ainsi que du soutien à nos clients et à nos communautés, tout en protégeant la santé et la sécurité du public et de nos employés.

Nous veillons à faire fonctionner et à maintenir nos réseaux sans-fil et par câble, notamment en y ajoutant de la capacité et en gérant le trafic au besoin, ainsi qu'à poursuivre nos activités médiatiques et nos principales activités commerciales

nécessaires à la prestation continue de services à nos clients. Nous avons mis en place des dispositions de travail adaptées pour nos employés et fermé temporairement la plupart de nos magasins à l'échelle nationale, un nombre limité de magasins demeurant ouverts afin que nous puissions continuer d'offrir nos services essentiels à notre clientèle. Le 16 mars 2020, nous avons annoncé une série de mesures pour aider nos clients, notamment l'annulation de certains frais et l'accès à une gamme de chaînes de télévision et de contenu en rotation, et nous travaillons sans relâche à trouver d'autres façons encore de soutenir nos clients.

Nous sommes en contact étroit avec des représentants de tous les ordres gouvernementaux, nos fournisseurs, nos partenaires et nos principaux clients d'affaires, et notre plan d'intervention devant la pandémie ne cesse d'évoluer.

Les règlements, politiques et autres mesures des secteurs public et privé visant à réduire la transmission de la COVID-19 comprennent notamment la fermeture forcée d'entreprises, les restrictions de voyages, la sensibilisation à l'éloignement social et l'adoption du télétravail et de l'enseignement en ligne par les entreprises, les écoles et les institutions. Ces mesures ont des répercussions sur la façon dont notre clientèle utilise nos réseaux, produits et services, sur la manière dont nous pouvons offrir certains produits et services (y compris la suspension des activités sportives des ligues majeures) - ou sur la mesure dans laquelle nous pouvons le faire -, ainsi que sur la capacité de certains fournisseurs de répondre à nos besoins en matière de produits ou de services.

L'ampleur et les répercussions de la crise sanitaire actuelle ne sont pas encore connues dans leur entièreté. Les répercussions négatives potentielles de la pandémie de COVID-19 comprennent notamment :

- le risque d'une réduction importante de la demande touchant nos produits et services, en raison de pertes d'emploi et de difficultés financières qui s'ensuivent, ce qui pourrait entraîner un recul des produits en raison :
 - d'une diminution de l'activité des abonnés du secteur Sans-fil, y compris une baisse des produits tirés du matériel;
 - de l'interruption des saisons sportives des ligues majeures et de la diffusion des matchs prévus;
 - des services fournis sans frais à nos clients, comme les appels interurbains, les services de transmission de données en itinérance et l'accès gratuit au contenu de chaînes de télévision;
 - d'une diminution des produits tirés des services de transmission de données en itinérance et des produits tirés de l'utilisation excédentaire des données puisque les clients ne peuvent pas voyager et que de plus en plus d'entre eux restent à la maison;
 - du fait que nos clients passent à des forfaits à tarifs moins élevés ou font résilier leurs contrats de service;
- une augmentation du nombre de factures en souffrance ou impayées, ce qui pourrait conduire à une hausse des créances douteuses;
- les problèmes touchant la prestation de certains produits et services, ou la maintenance ou encore la mise à niveau de nos réseaux en raison de fermetures de magasins et d'interruptions de la chaîne d'approvisionnement;
- la hausse des dépenses d'investissement engagées pour maintenir ou étendre nos réseaux afin de répondre à une augmentation considérable de l'utilisation de ces derniers;
- la hausse des coûts associés aux nouveaux capitaux.

Bien que nous nous attendions à ce que certaines économies de coûts, comme celles réalisées à l'égard du matériel ou de la programmation, viennent atténuer la baisse des produits, nous ne pouvons pas prédire l'ampleur de l'atténuation ni dans quelle mesure elles seraient réalisées.

En raison de l'incertitude entourant la durée et l'issue potentielles de la pandémie de COVID-19 de même que l'effet des mesures prises pour contenir la propagation ou les conséquences plus vastes de la crise sanitaire sur les économies et les marchés financiers du Canada et du reste du monde, nous ne sommes pas en mesure pour le moment de prévoir son incidence globale sur nos activités, nos liquidités, notre situation financière ou nos résultats; nous savons cependant que la crise pourrait avoir une incidence défavorable significative sur nos résultats. Toute nouvelle épidémie, pandémie ou autre crise sanitaire qui pourrait se produire à l'avenir est susceptible de poser des risques semblables sur la Société.

Établissement des coûts et des prix des services d'accès Internet de gros

En août 2019, dans l'ordonnance de télécom CRTC 2019-288, *Suivi des ordonnances de télécom 2016-396 et 2016-448 - Tarifs définitifs concernant les services d'accès haute vitesse de gros groupé* (l'*« ordonnance »*), le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (*« CRTC »*) a établi les tarifs définitifs des services d'accès haute vitesse de gros des fournisseurs de services exploitant leurs propres installations, dont le service d'accès Internet

de tiers (« AIT ») de Rogers. Dans cette ordonnance, le CRTC établit des tarifs définitifs nettement inférieurs aux tarifs provisoires auparavant imposés et détermine en outre que ces tarifs s'appliqueront de façon rétroactive au 31 mars 2016.

Selon nous, les tarifs définitifs établis par le CRTC ne sont pas justes et raisonnables, comme l'exige la *Loi sur les télécommunications*, parce que nous estimons qu'ils sont en deçà du prix coûtant. Le 13 septembre 2019, Rogers, en collaboration avec les autres grandes entreprises de câblodistribution canadiennes (les « entreprises de câblodistribution »), a déposé une requête en autorisation d'appeler auprès de la Cour d'appel fédérale (la « Cour »), aux termes de l'article 64(1) de la *Loi sur les télécommunications*, ainsi qu'une requête pour obtenir un sursis interlocutoire de l'ordonnance du CRTC. Le 27 septembre 2019, la Cour a suspendu l'ordonnance de manière provisoire jusqu'à ce qu'elle rende sa décision relative à la requête des entreprises de câblodistribution pour obtenir un sursis interlocutoire de l'ordonnance du CRTC d'ici à ce que la Cour autorise ou non l'appel des entreprises de câblodistribution. Le 22 novembre 2019, la Cour a autorisé l'appel et a accordé un sursis interlocutoire de l'ordonnance du CRTC. L'appel sera entendu vers le milieu de 2020, après quoi une décision sera rendue.

En raison du sursis interlocutoire et de la permission d'appel accordés par la Cour et de la grande incertitude entourant l'issue de cette question et le montant, le cas échéant, que nous pourrions en définitive devoir rembourser aux revendeurs, nous n'avons comptabilisé aucune obligation à l'égard de cette éventualité pour le moment. L'ordonnance du CRTC dans sa forme actuelle aurait donné lieu au remboursement de montants antérieurement facturés aux revendeurs d'environ 165 millions de dollars, ce qui refléterait l'incidence de l'application rétroactive du 31 mars 2016 au 31 mars 2020. Nous estimons que l'incidence à long terme serait d'environ 11 millions de dollars par trimestre.

Frais d'accès au système - Saskatchewan

En 2004, un recours collectif a été intenté contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan. Le recours collectif a trait aux frais d'accès au système que les fournisseurs de services sans fil facturent à certains de leurs clients. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et en dommages punitifs, à savoir le remboursement de tous les frais d'accès au système déboursés.

En 2007, la Cour de la Saskatchewan a accueilli la proposition des demandeurs afin que la poursuite soit autorisée à titre de recours collectif avec option d'adhésion à l'échelle nationale dans le cadre duquel les clients concernés hors de la Saskatchewan doivent prendre des mesures précises pour prendre part aux procédures. En 2008, la requête de la Société visant une suspension de la poursuite en vertu de la clause d'arbitrage incluse dans les contrats de service sans fil a été acceptée. La Cour de la Saskatchewan a déclaré que son ordonnance visant l'autorisation de la poursuite exclurait du recours collectif les clients liés par une clause d'arbitrage.

En 2009, les avocats des demandeurs ont entrepris une deuxième poursuite en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan au motif des mêmes allégations que dans la poursuite initiale. Si la demande était acceptée, cette deuxième poursuite serait une poursuite d'« option de refus ». La Cour a ordonné la suspension conditionnelle de la deuxième poursuite parce que celle-ci constituait un abus de procédure.

Au moment où le recours collectif en Saskatchewan a été intenté, des réclamations correspondantes ont été déposées auprès de plusieurs administrations au Canada. Dans toutes les provinces, sauf la Saskatchewan, les réclamations ont maintenant été rejetées ou abandonnées. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

Frais liés au service d'urgence 911

En juin 2008, un recours collectif a été intenté en Saskatchewan contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada. La poursuite concerne des allégations, notamment, de rupture de contrat, de fausse déclaration et de publicité mensongère relativement aux frais du service 911 facturés par la Société et d'autres fournisseurs de services de télécommunications sans fil au Canada. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et la restitution. Les demandeurs tentent d'obtenir une ordonnance attestant que la poursuite constitue un recours collectif en Saskatchewan. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

Issue des poursuites

L'issue de l'ensemble des poursuites et réclamations intentées contre la Société, y compris celle des cas précités, dépend de leur règlement futur, notamment des incertitudes inhérentes aux litiges. Il nous est impossible de prédire l'issue ou l'ampleur des actions intentées en raison de divers facteurs et incertitudes en jeu dans le processus juridique. À la lumière de l'information dont nous disposons actuellement, nous sommes d'avis qu'il n'est pas probable que le règlement final de ces poursuites et réclamations, prises séparément ou dans leur ensemble, ait une incidence défavorable significative sur nos activités, nos résultats financiers ou notre situation financière. Si l'éventualité de notre responsabilité à l'égard des poursuites intentées contre nous devient probable, nous comptabiliserons une provision dans la période au cours de laquelle le changement d'éventualité surviendrait, ce qui pourrait avoir une incidence significative sur les états consolidés du résultat net et les états consolidés de la situation financière.

Estimations et méthodes comptables critiques

Notre rapport de gestion annuel de 2019, ainsi que nos états financiers consolidés audités annuels de 2019 et les notes y afférentes, présentent une analyse des estimations et méthodes comptables qui sont critiques pour l'appréciation de nos activités commerciales et de nos résultats opérationnels.

Nouvelles prises de position en comptabilité adoptées en 2020

Nous avons adopté les méthodes comptables et les modifications décrites ci-après, qui étaient en vigueur pour nos états financiers intermédiaires et annuels à compter du 1^{er} janvier 2020. Ces changements n'ont pas eu une incidence significative sur nos résultats financiers et ne devraient pas avoir d'effet significatif au cours des périodes à venir.

- Modifications apportées au *Cadre conceptuel*, dont le but est d'améliorer les notions entourant divers aspects de la présentation de l'information financière et les normes IFRS actuelles.
- Modifications de l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, et de l'IAS 8, *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*, qui précisent la définition du terme « significatif ».
- Modifications apportées à l'IFRS 9, *Instruments financiers*, (l'« IFRS 9 »), à l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, (l'« IAS 39 ») et à l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*, (l'« IFRS 7 »), appelées Réforme des taux d'intérêt de référence, qui donnent plus de détails sur la réforme fondamentale des grands taux d'intérêt de référence entreprise à l'échelle mondiale dans le but de redéfinir les taux interbancaires offerts (« TIO »), voire de les remplacer par des taux de référence quasi sans risque. Le moment où les taux de référence alternatifs prendront effet et la nature de ces taux alternatifs sont encore très incertains. Nous surveillerons activement la réforme des TIO et nous tiendrons compte des circonstances lorsque nous renouvellerons des contrats qui servent d'instruments financiers ou en conclurons de nouveaux.

Récente prise de position en comptabilité n'ayant pas encore été adoptée

L'IASB a publié la nouvelle norme suivante, qui entrera en vigueur pour un exercice ultérieur et ne devrait pas avoir d'incidence sur nos états financiers consolidés de périodes à venir.

- IFRS 17, *Contrats d'assurance*, norme appelée à remplacer l'IFRS 4 du même nom, qui vise à uniformiser la comptabilisation des contrats d'assurance.

Transactions entre parties liées

Nous avons conclu des transactions avec des sociétés dont les associés ou les hauts dirigeants siègent au conseil d'administration de RCI. Ces administrateurs sont :

- l'honorable David R. Peterson, C.P., c.r., en qualité de président émérite du conseil non membre de la direction de Cassels Brock and Blackwell LLP, un cabinet d'avocats qui offre des services juridiques à la Société;
- Isabelle Marcoux, C.M., en qualité de présidente du conseil d'administration de Transcontinental inc., une entreprise qui offre des services d'impression à la Société.

Ces transactions sont inscrites au montant convenu par les parties liées et examinées par le comité d'audit et de risque. Les montants exigibles pour ces services ne sont pas garantis, ne portent pas intérêt et leur paiement est exigible en trésorerie dans le mois suivant la date de transaction. Le tableau qui suit présente un résumé des activités menées par les parties liées relativement aux transactions susmentionnées.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2020	2019
Services d'impression et services juridiques ¹	1	1

¹ Le montant payé pour des services juridiques est négligeable.

La Société a aussi conclu certaines transactions avec son actionnaire détenant le contrôle et avec les sociétés contrôlées par celui-ci. Ces transactions sont assujetties à des ententes formelles approuvées par le comité d'audit et de risque. Le total des montants versés à ces parties liées rend généralement compte de charges imputées à Rogers liées à l'utilisation commerciale occasionnelle d'un aéronef, déduction faite d'autres services administratifs, et a été inférieur à 1 million de dollars pour les trimestres clos les 31 mars 2020 et 2019.

Contrôles et procédures

Aucun changement n'a été apporté aux contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière au cours du trimestre à l'étude qui a eu, ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura, une incidence significative sur ces contrôles.

Caractère saisonnier

Nos résultats opérationnels varient généralement d'un trimestre à l'autre en raison des changements de conjoncture économique et des fluctuations saisonnières, notamment, touchant chacun de nos secteurs à présenter. Cela signifie que les résultats d'un trimestre ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats d'un trimestre ultérieur. Les activités de Sans-fil, de Cable et de Media comportent des aspects saisonniers, ainsi que certaines tendances historiques, qui leur sont propres. Pour en savoir davantage sur les tendances saisonnières de nos secteurs à présenter, il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2019.

Indicateurs clés de performance

Nous mesurons le succès de notre stratégie à l'aide d'un certain nombre d'indicateurs clés de performance, qui sont définis et analysés dans notre rapport de gestion annuel de 2019 et le présent rapport de gestion. La Société estime que ces indicateurs clés de performance lui permettent de mesurer adéquatement sa performance par rapport à sa stratégie opérationnelle et par rapport aux résultats de ses pairs et de ses concurrents. Ces indicateurs ne sont pas des mesures conformes aux IFRS et ne doivent pas être considérés comme des substituts au bénéfice net ni à tout autre indicateur de performance conforme aux IFRS. Ces indicateurs sont les suivants :

- les nombres d'abonnés;
 - le nombre d'abonnés de Sans-fil;
 - le nombre d'abonnés de Cable;
 - le nombre de foyers branchés (Cable);
- le taux d'attrition des abonnés de Sans-fil;
- le montant facturé moyen par abonné (« MFMPA ») mixte de Sans-fil;
- les produits moyens par abonné (« PMPA ») mixtes de Sans-fil;
- les produits moyens par compte (« PMPC ») de Cable;
- les relations clients de Cable;
- la pénétration du marché de Cable (la « pénétration »);
- l'intensité du capital;
- le total des produits tirés des services.

À compter du trimestre à l'étude, nous mettons à jour les indicateurs clés de performance que nous présentons pour notre secteur Cable afin que nos communications externes concordent mieux avec les priorités de notre stratégie d'affaires interne par suite de la convergence des technologies employées pour offrir des services d'accès Internet et de télévision, notamment l'adoption du service Télé Élan qui se poursuit. Nous avons donc commencé à présenter les produits moyens par compte (« PMPC ») de Cable, ses relations clients et sa pénétration du marché, indicateurs qui sont définis ci-après. De plus, nous avons modifié la définition du nombre d'abonnés aux services de télévision, qui ne comprennent plus que les abonnés à Télé Élan, et renommé en conséquence l'indicateur; cette décision s'inscrit

dans notre stratégie qui consiste à concentrer nos efforts sur les services de télévision par IP. Enfin, nous ne présentons plus le nombre d'abonnés aux services de téléphonie ni le nombre total d'abonnés, car notre produit de téléphonie est de plus en plus souvent regroupé avec nos produits d'accès Internet et de télévision moyennant un très faible surcoût. Nous avons apporté ces changements afin que nos communications externes correspondent davantage à nos priorités et à notre stratégie d'affaires. Les nouveaux indicateurs clés de performance se définissent comme suit :

NOMBRES D'ABONNÉS

Nombre d'abonnés (Cable)

- Les abonnés aux services Télé Élan et d'accès Internet sont représentés par une adresse.
- Si une adresse correspond à plusieurs logements, comme dans le cas d'un immeuble d'habitation, chaque locataire qui reçoit les services de télévision par câble, que les services lui soient facturés individuellement ou que le tarif des services soit inclus dans ses frais ou son loyer, représente un abonné. Pour les abonnés commerciaux ou institutionnels, comme les hôpitaux ou les hôtels, chacun d'entre eux représente un abonné.
- Les abonnés aux services Télé Élan et d'accès Internet ne comprennent que les abonnés pour qui le service est installé et opérationnel et facturé conséquemment.
- Le nombre d'abonnés exclut certains services aux entreprises assurés par notre réseau de fibre optique et l'infrastructure de nos centres de données, les services de transmission de la voix interurbains et locaux commutés et les services de transmission de données traditionnels, auxquels l'accès est fourni par des réseaux de tiers en location et au moyen des services tarifés des entreprises de services locaux titulaires.

RELATIONS CLIENTS

Les relations clients sont représentées par une adresse où au moins un des services de notre secteur Cable (accès Internet, télévision par câble ou Télé Élan et téléphonie résidentielle) est installé et fonctionnel, et le ou les services sont facturés en conséquence. Lorsqu'une adresse donnée correspond à plusieurs logements, comme dans le cas d'un immeuble d'habitation, chaque locataire abonné à au moins l'un des services de Cable compte pour une relation client, que le service soit facturé séparément ou inclus dans le loyer du locataire. Pour les abonnés institutionnels, comme les hôpitaux ou les hôtels, chacun d'entre eux représente une relation client.

PRODUITS MOYENS PAR COMPTE (CABLE)

Les produits moyens par compte (« PMPC ») nous permettent d'évaluer la somme totale que consacre en moyenne un client donné aux produits du secteur Cable. Les PMPC nous servent à dégager les tendances et à mesurer notre capacité à attirer et à fidéliser des comptes comportant plusieurs services à la fois. Nous calculons les PMPC en divisant les produits tirés des services de Cable par le nombre total moyen de relations clients pour une même période.

PÉNÉTRATION DU MARCHÉ

La pénétration du marché (la « pénétration ») mesure notre capacité à attirer de nouveaux ménages vers nos marques et nos produits dans le territoire de desserte de notre réseau. Nous la calculons en divisant le nombre de relations clients par le nombre de foyers branchés. Un taux de pénétration du marché en hausse signifie qu'il y a davantage de nouvelles relations clients que de nouveaux foyers branchés.

Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires

La Société a recours aux mesures non conformes aux PCGR et aux mesures de la performance complémentaires suivantes, qui sont revues périodiquement par la direction et le conseil d'administration, pour évaluer la performance de la Société et prendre des décisions au sujet des activités courantes de la Société et de sa capacité à générer des flux de trésorerie. Ces mesures, en totalité ou en partie, peuvent également être utilisées par les investisseurs, les institutions prêteuses et les agences de notation à titre d'indicateurs de la performance opérationnelle de la Société, de sa capacité à contracter ou à rembourser des emprunts et à titre de mesures d'évaluation des entreprises œuvrant dans le secteur des télécommunications. Ces mesures ne sont pas des mesures conformes aux PCGR et n'ont pas de signification normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine.

Mesure non conforme aux PCGR et mesure de la performance complémentaire	Pourquoi nous l'utilisons	Comment nous la calculons	Mesure financière la plus comparable en IFRS
BAlIA ajusté Marge du BAlIA ajusté	<ul style="list-style-type: none"> Pour évaluer la performance de nos activités et pour prendre des décisions à l'égard des activités courantes de l'entreprise et de la capacité à générer des flux de trésorerie. Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent le BAlIA ajusté pour mesurer notre capacité à rembourser nos emprunts et à honorer nos autres obligations de paiement. Nous l'utilisons également à titre de composante du calcul de la rémunération incitative à court terme de tous les membres du personnel de direction. 	BAlIA ajusté : Bénéfice net Plus (moins) les éléments suivants Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat, charges financières, amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, autres charges (produits), frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, et perte (profit) sur la sortie d'immobilisations corporelles Marge du BAlIA ajusté : BAlIA ajusté Divisé par l'élément suivant Produits	Bénéfice net
Résultat net ajusté Résultat par action de base ajusté et dilué ajusté	<ul style="list-style-type: none"> Pour évaluer la performance de nos activités compte non tenu de l'incidence des éléments précédents puisque ceux-ci nuisent à la comparabilité de nos résultats financiers et pourraient fausser l'analyse des tendances relatives à la performance de nos activités. Exclure ces éléments ne signifie pas qu'ils ne sont pas récurrents. 	Bénéfice net ajusté : Bénéfice net Plus (moins) les éléments suivants Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, perte (recouvrement) sur la vente ou la liquidation de placements, perte (profit) sur la sortie d'immobilisations corporelles, (profit) sur les acquisitions, perte liée aux obligations d'achat liées à la participation ne donnant pas le contrôle, perte liée aux remboursements sur la dette à long terme, perte sur les dérivés liés aux contrats à terme sur obligations et ajustements d'impôt sur le résultat liés à ces éléments, y compris les ajustements liés aux modifications législatives Résultat par action de base ajusté et dilué ajusté : Résultat net ajusté et résultat net ajusté incluant l'effet dilutif de la rémunération fondée sur des actions Divisé par l'élément suivant Nombre moyen pondéré d'actions en circulation, avant et après dilution	Bénéfice net Bénéfice de base et dilué par action
Flux de trésorerie disponibles	<ul style="list-style-type: none"> Pour faire état du montant en trésorerie disponible aux fins de remboursement de la dette ou de réinvestissement dans la Société, ce qui est un indicateur important de la solidité et de la performance financières de notre entreprise. Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent les flux de trésorerie disponibles pour évaluer une entreprise et ses actifs sous-jacents. 	BAlIA ajusté Moins les éléments suivants Dépenses d'investissement, intérêts sur les emprunts déduction faite des intérêts inscrits à l'actif, et impôt sur le résultat en trésorerie	Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles
Dette nette ajustée	<ul style="list-style-type: none"> Pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions en lien avec la structure du capital. Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure qui aide les investisseurs et les analystes à analyser la valeur globale et la valeur nette réelle de la Société et à évaluer notre endettement. 	Total de la dette à long terme Plus (moins) les éléments suivants Partie courante de la dette à long terme, coûts de transaction et escomptes différés, (actifs) passifs nets au titre des dérivés liés à la dette, ajustement lié au risque de crédit relativement à la position nette au titre des dérivés liés à la dette, partie courante des obligations locatives; obligations locatives; avances bancaires (trésorerie et équivalents de trésorerie) et emprunts à court terme	Dette à long terme

Mesure non conforme aux PCGR et mesure de la performance complémentaire	Pourquoi nous l'utilisons	Comment nous la calculons	Mesure financière la plus comparable en IFRS
Ratio d'endettement	<ul style="list-style-type: none"> Pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions liées à la structure du capital. Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure qui aide les investisseurs et les analystes à analyser la valeur globale et la valeur nette réelle de la Société et à évaluer notre endettement. 	Dette nette ajustée (selon la définition fournie ci-dessus) Divisée par l'élément suivant BAIIA ajusté des 12 derniers mois (selon la définition fournie ci-dessus)	Dette à long terme divisée par le bénéfice net

Rapprochement du BAIIA ajusté

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2020	2019
Bénéfice net	352	391
Ajouter :		
Charge d'impôt sur le résultat	117	139
Charges financières	220	189
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	639	609
BAIIA	1 328	1 328
Ajouter (déduire) :		
Autres produits	(14)	(13)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	21	20
BAIIA ajusté	1 335	1 335

Rapprochement de la marge du BAIIA ajusté

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 31 mars	
	2020	2019
BAIIA ajusté	1 335	1 335
Diviser par : total des produits	3 416	3 587
Marge du BAIIA ajusté	39,1 %	37,2 %

Rapprochement du résultat net ajusté

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2020	2019
Bénéfice net	352	391
Ajouter (déduire) :		
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	21	20
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	(6)	(6)
Résultat net ajusté	367	405

Rapprochement du résultat par action ajusté

	Trimestres clos les 31 mars	
(en millions de dollars, sauf les montants par action, et le nombre d'actions en circulation, en millions)	2020	2019
Résultat par action de base ajusté :		
Résultat net ajusté	367	405
Diviser par :		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	505	514
Résultat par action de base ajusté	0,73 \$	0,79 \$
Résultat par action dilué ajusté :		
Résultat net ajusté dilué	357	405
Diviser par :		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation après dilution	506	516
Résultat par action dilué ajusté	0,71 \$	0,78 \$

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

	Trimestres clos les 31 mars	
(en millions de dollars)	2020	2019
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	959	998
Ajouter (déduire) :		
Dépenses d'investissement	(593)	(617)
Intérêts sur les emprunts, déduction faite des intérêts inscrits à l'actif	(187)	(168)
Intérêts payés	200	220
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	21	20
Amortissement des droits de diffusion	(22)	(19)
Variation nette des soldes des actifs sur contrat	(326)	9
Variation nette des soldes des créances liées au financement	259	–
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel	186	13
Autres ajustements	(35)	(51)
Flux de trésorerie disponibles	462	405

Rapprochement de la dette nette ajustée et du ratio d'endettement

	Au 31 mars	Au 31 décembre
(en millions de dollars)	2020	2019
Partie courante de la dette à long terme	1 450	–
Dette à long terme	18 375	15 967
Coûts de transaction et escomptes différés	176	163
	20 001	16 130
Ajouter (déduire) :		
Actifs nets au titre des dérivés liés à la dette	(3 537)	(1 383)
Ajustement lié au risque de crédit relativement aux actifs nets au titre des dérivés liés à la dette	(414)	(31)
Emprunts à court terme	966	2 238
Partie courante des obligations locatives	253	230
Obligations locatives	1 557	1 495
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(1 936)	(494)
	16 890	18 185
(en millions de dollars, sauf les ratios)	2020	2019
Dette nette ajustée	16 890	18 185
Diviser par : BAIIA ajusté des 12 derniers mois	6 212	6 212
Ratio d'endettement	2,7	2,9

Autres renseignements

Résultats financiers consolidés - sommaire trimestriel

Le tableau ci-après présente un résumé de nos résultats consolidés pour les huit derniers trimestres.

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2020		2019			2018 ¹		
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
Produits								
Sans-fil	2 077	2 493	2 324	2 244	2 189	2 464	2 331	2 214
Cable	973	987	994	997	976	989	983	991
Media	412	530	483	591	468	540	488	608
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(46)	(58)	(47)	(52)	(46)	(55)	(33)	(57)
Total des produits	3 416	3 952	3 754	3 780	3 587	3 938	3 769	3 756
Total des produits tirés des services ²	3 049	3 244	3 233	3 345	3 143	3 276	3 271	3 300
BAlIA ajusté ³								
Sans-fil	1 026	1 064	1 138	1 128	1 015	1 028	1 099	1 029
Cable	453	497	499	478	445	489	490	462
Media	(85)	22	130	72	(84)	40	73	60
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(59)	(53)	(55)	(43)	(41)	(36)	(42)	(47)
BAlIA ajusté	1 335	1 530	1 712	1 635	1 335	1 521	1 620	1 504
Déduire (ajouter) :								
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	639	638	627	614	609	564	558	545
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	—	—	—	—	—	—	(5)	—
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	21	38	42	39	20	94	47	26
Charges financières	220	230	215	206	189	205	176	193
Autres (produits) charges	(14)	(12)	16	(1)	(13)	(26)	15	2
Bénéfice net avant la charge d'impôt sur le résultat	469	636	812	777	530	684	829	738
Charge d'impôt sur le résultat	117	168	219	186	139	182	235	200
Bénéfice net	352	468	593	591	391	502	594	538
Bénéfice par action								
De base	0,70 \$	0,92	1,16 \$	1,15 \$	0,76 \$	0,97 \$	1,15 \$	1,04 \$
Dilué	0,68 \$	0,92	1,14 \$	1,15 \$	0,76 \$	0,97 \$	1,15 \$	1,04 \$
Bénéfice net	352	468	593	591	391	502	594	538
Ajouter (déduire) :								
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	21	38	42	39	20	94	47	26
Perte sur les dérivés liés aux contrats à terme sur obligations	—	—	—	—	—	21	—	—
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	—	19	—	—	—	—	—	—
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	—	—	—	—	—	—	(5)	—
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	(6)	(14)	(13)	(10)	(6)	(32)	(11)	(10)
Ajustement d'impôt sur le résultat, modification des lois fiscales	—	—	—	(23)	—	—	—	—
Résultat net ajusté ³	367	511	622	597	405	585	625	554
Résultat par action ajusté ³								
De base	0,73 \$	1,00	1,22 \$	1,17 \$	0,79 \$	1,14 \$	1,21 \$	1,08 \$
Dilué	0,71 \$	1,00	1,19 \$	1,16 \$	0,78 \$	1,13 \$	1,21 \$	1,07 \$
Dépenses d'investissement	593	791	657	742	617	828	700	657
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	959	1 166	1 305	1 057	998	1 051	1 304	1 048
Flux de trésorerie disponibles ³	462	497	767	609	405	471	627	595

¹ Les chiffres de 2018 n'ont pas été retraités après l'application de l'IFRS 16. Il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2019 pour un complément d'information.

² Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

³ Le BAlIA ajusté, le résultat net ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de recharge aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures, de la façon dont nous les calculons et des ratios auxquels elles servent.

Sommaire des résultats financiers du garant de la dette à long terme

Nos titres d'emprunt publics en circulation, les montants prélevés sur nos facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit de 3,3 milliards de dollars et nos dérivés sont des obligations non garanties de RCI, en sa qualité de débiteur, et de RCCI, en sa qualité de codébiteur ou de garant, selon le cas.

Le tableau qui suit fournit un sommaire des principales informations financières de consolidation non auditées de RCI pour les périodes indiquées et inclut des colonnes distinctes pour : i) RCI, ii) RCCI, iii) les filiales non garanties, sur une base combinée, iv) les ajustements de consolidation et v) les totaux consolidés.

Trimestres clos les 31 mars (non audité) (en millions de dollars)	RCI 1.2		RCCI 1.2		Filiales non garantes 1.2		Ajustements de consolidation 1.2		Total	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Données tirées de l'état du résultat net										
Produits	—	—	3 033	3 148	434	488	(51)	(49)	3 416	3 587
Bénéfice net (perte nette)	352	391	347	376	75	(46)	(422)	(330)	352	391
À la clôture de la période										
(non audité) (en millions de dollars)	RCI 1.2		RCCI 1.2		Filiales non garantes 1.2		Ajustements de consolidation 1.2		Total	
	31 mars 2020	31 déc. 2019	31 mars 2020	31 déc. 2019	31 mars 2020	31 déc. 2019	31 mars 2020	31 déc. 2019	31 mars 2020	31 déc. 2019
Données tirées de l'état de la situation financière										
Actifs courants	28 017	26 571	24 134	24 447	10 488	10 552	(56 296)	(56 453)	6 343	5 117
Actifs non courants	32 196	30 048	26 540	26 342	3 830	3 710	(28 833)	(28 198)	33 733	31 902
Passifs courants	26 674	26 550	28 739	29 201	8 242	8 278	(57 907)	(58 065)	5 748	5 964
Passifs non courants	20 559	17 869	4 872	4 938	136	138	(1 438)	(1 306)	24 129	21 639

¹ Aux fins du tableau ci-dessus, les placements dans des filiales sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

² Les montants présentés au titre des passifs courants et des passifs non courants de RCCI n'incluent pas les obligations découlant du fait d'agir en qualité de codébiteur ou de garant, selon le cas, de la dette à long terme de RCI.

À propos des énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs et de l'information prospective, au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables (ensemble, les « énoncés prospectifs »), et des hypothèses concernant notamment les activités, les activités opérationnelles ainsi que la performance et la situation financières de la Société, qui ont été approuvées par la direction à la date du présent rapport de gestion. Ces énoncés prospectifs et hypothèses comprennent, notamment, des énoncés sur les objectifs de la Société et ses stratégies pour les atteindre ainsi que des énoncés sur ses opinions, plans, attentes, prévisions, estimations ou intentions.

Les énoncés prospectifs :

- incluent habituellement des termes comme « prévoir », « supposer », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier », « projeter », « objectifs », « perspectives », « cibles » et d'autres expressions semblables et l'utilisation du futur et du conditionnel, mais tous ne contiennent pas nécessairement ces termes et expressions;
- comprennent les conclusions, prévisions et projections fondées sur nos objectifs et stratégies actuels ainsi que sur des estimations, attentes, hypothèses et autres facteurs, dont la plupart sont de nature confidentielle et exclusive, et que nous avons jugés raisonnables au moment de leur formulation, mais qui pourraient se révéler incorrects;
- ont été approuvés par la direction de la Société à la date du présent rapport de gestion.

Nos énoncés prospectifs comprennent des prévisions et des projections liées notamment aux éléments suivants, dont certains constituent des mesures non conformes aux PCGR (se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires ») :

- les produits;
- le total des produits tirés des services;
- le BAIIA ajusté;
- les dépenses d'investissement;
- les paiements d'impôt en trésorerie;
- les flux de trésorerie disponibles;
- les paiements de dividendes;
- la croissance des nouveaux produits et services;
- la croissance prévue du nombre d'abonnés et des services auxquels ils souscrivent;
- le coût d'acquisition et de fidélisation des abonnés et de déploiement de nouveaux services;
- les réductions de coûts et les gains en efficience continus;
- les facteurs qui influent sur le ratio d'endettement;
- les déclarations au sujet des plans d'intervention que nous avons mis en œuvre devant la pandémie de COVID-19 et de ses répercussions sur la Société;
- tous les autres énoncés qui ne relèvent pas de faits passés.

Nos conclusions, prévisions et projections se fondent sur les facteurs suivants, notamment :

- les taux de croissance générale de l'économie et du secteur;
- les cours de change en vigueur et les taux d'intérêt;
- les niveaux de tarification des produits et l'intensité de la concurrence;
- la croissance du nombre d'abonnés;
- les prix et les taux d'utilisation et d'attrition;
- l'évolution de la réglementation gouvernementale;
- le déploiement de la technologie;
- la disponibilité des appareils;
- le calendrier de lancement des nouveaux produits;
- le coût du contenu et du matériel;
- l'intégration des acquisitions;
- la structure et la stabilité du secteur;
- les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur nos activités, nos liquidités, notre situation financière ou nos résultats.

À moins d'indication contraire, le présent rapport de gestion et les énoncés prospectifs de la Société ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle d'éléments non récurrents ou exceptionnels ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être envisagés ou annoncés ou qui pourraient survenir après la date des énoncés prospectifs figurant aux présentes.

Risques et incertitudes

Les événements et résultats réels pourraient différer sensiblement de ceux exprimés explicitement ou implicitement dans les énoncés prospectifs en raison des risques, incertitudes et autres facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et qui comprennent, sans toutefois s'y limiter :

- la modification de la réglementation;
- l'évolution technologique;
- la conjoncture économique, le contexte géopolitique et d'autres situations qui influent sur l'activité commerciale;
- les variations imprévues des coûts de matériel ou de contenu;
- l'évolution de la conjoncture dans les secteurs du divertissement, de l'information et des communications;
- l'intégration des acquisitions;
- les litiges et les questions fiscales;
- l'intensité de la concurrence;
- l'émergence de nouvelles occasions d'affaires;
- des menaces extérieures, telles que des épidémies, des pandémies et d'autres crises sanitaires, des catastrophes naturelles et des cyberattaques;
- les nouvelles normes comptables et les nouvelles interprétations des organismes de normalisation comptable.

Ces facteurs peuvent également avoir une incidence sur nos objectifs, nos stratégies et nos intentions. Un grand nombre de ces facteurs est indépendant de notre volonté ou de nos attentes ou connaissances actuelles. Par conséquent, si ces risques, incertitudes ou autres facteurs se concrétisaient, si les objectifs, stratégies ou intentions actuels de la Société changeaient ou si les autres facteurs ou hypothèses qui sous-tendent les énoncés prospectifs se révélaient incorrects, les résultats réels et nos plans pourraient différer considérablement des prévisions courantes.

Par conséquent, les investisseurs doivent faire preuve de prudence à l'égard des énoncés prospectifs et il serait déraisonnable de leur part de se fier indûment à ces énoncés en croyant qu'ils leur confèrent quelque droit établi que ce soit en ce qui concerne nos résultats ou plans futurs. La Société n'est nullement tenue (et rejette expressément une telle obligation) de mettre à jour ou de modifier les énoncés contenant des informations prospectives et les facteurs ou hypothèses sous-jacents à ces énoncés, que ce soit en raison de renseignements nouveaux, d'événements futurs ou autrement, sauf si la loi l'exige. Tous les énoncés prospectifs paraissant dans le présent rapport de gestion sont assujettis à cette mise en garde.

Avant de prendre toute décision d'investissement

Avant de prendre toute décision d'investissement et pour une analyse détaillée des risques, des incertitudes et du contexte liés aux activités de la Société, de ses activités d'exploitation, et de sa performance et de sa situation financières, il y a lieu de revoir attentivement les rubriques « Mise à jour sur les risques et les incertitudes » et « Évolution de la réglementation » du présent rapport de gestion, les rubriques « Réglementation de notre secteur » et « Gouvernance et gestion des risques » de notre rapport de gestion annuel de 2019, ainsi que les divers documents que nous avons déposés auprès des autorités de réglementation canadiennes et américaines, disponibles respectivement sur les sites Web sedar.com et sec.gov. L'information obtenue sur les sites Web sedar.com, sec.gov, le site Web de la Société ou tout autre site Web mentionné dans le présent document, ou liée à ces sites, ne fait pas partie du présent rapport de gestion et n'y est pas intégrée.